

Rapport annuel Jahresbericht

—
2025



Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1. Introduction	3
1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2025	4
1.1.1 Partie générale	4
1. Einleitung	19
1.1 Tätigkeitsbericht 2025 des Kantonsgerichts	20

1.1.1	Allgemeiner Teil	20
1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2025 (état au 31.12.)	36
	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2025 (Stand 31.12.)	36
1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	40

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2025 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 20 février 2026



Anne-Sophie Peyraud, Présidente



Cédric Steffen, Secrétaire général

1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2025

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2025, le Tribunal cantonal a rendu 2'994 décisions et arrêts, soit 286 de plus qu'en 2024 (2'708). En dépit de l'augmentation de près de 10% des liquidations, le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2025 est passé en une année de 1'058 à 1'224 en raison d'un nombre record d'entrées (+ 364, soit 3'160 en lieu et place de 2'796).

Si l'on s'en tient aux chiffres globaux, les statistiques ont évolué de la manière suivante:

Nombre de nouvelles entrées (du 1^{er} janvier au 31 décembre):

2025 3'160 (+13% par rapport à 2024, +15% par rapport à 2023)

2024 2'796

2023 2'750

Nombre d'affaires liquidées (du 1^{er} janvier au 31 décembre):

2025 2'994 (+10% par rapport à 2024, +8% par rapport à 2023)

2024 2'708

2023 2'776

Dossiers pendants (au 31 décembre):

2025 1'224 (+15% par rapport à 2024, +26% par rapport à 2023)

2024 1'058

2023 970

En dépit d'un niveau de liquidation qui n'a jamais été aussi élevé, l'augmentation des entrées en 2025 a pour conséquence un accroissement significatif du stock des dossiers ouverts (pendants) au 31 décembre 2025, lequel a bondi de +26% en deux ans (+15% par rapport à 2024).

La situation est particulièrement préoccupante au sein de la I^e Cour d'appel civil (+ 51 dossiers pendants au 31 décembre 2025) et de la Chambre pénale (+ 10 dossiers pendants au 31 décembre 2025 bien que la Chambre pénale ait liquidé 100 affaires de plus qu'en 2024) mais aussi dans les Cours des assurances sociales (+ 54 dossiers ouverts au 31 décembre 2025). Le constat est là: en dépit des mesures prises à l'interne pour tenter de juguler ces chiffres, il est constaté une inexorable augmentation des entrées et du stock des affaires pendantes. Les Juges qui composent la Chambre pénale sont pour l'essentiel les mêmes qui sont actifs au sein de la I^e Cour d'appel civil et de la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte, des matières dans lesquelles les Juges sont régulièrement amenés à traiter des dossiers en urgence, que ce soit pour des mesures provisionnelles (I^e Cour d'appel civil), des placements à des fins d'assistance (PAFA – Cour de protection de l'enfant et de l'adulte) ou des détentions (Chambre pénale). Le traitement de ces dossiers prioritaires implique que les Juges en charge mettent en attente leurs dossiers ordinaires pour traiter en priorité ces urgences.

Cette situation est hautement problématique. Un certain épuisement du personnel dans ces 3 Cours (d'urgence) est ressenti. Cela a amené le TC à entreprendre des démarches pour obtenir dans le cadre des processus budgétaires 2025 et 2026 une cellule supplémentaire, lesquelles sont restées infructueuses. Il en va de même d'une demande d'aide extraordinaire pour décharger la Chambre pénale sur les trois derniers mois de l'année 2025.

A relever encore que ces affaires ont pris énormément d'ampleur et sont devenues encore plus chronophages, étant rappelé qu'en tant que dernière instance cantonale, le travail du Tribunal cantonal est différent de celui réalisé en 1^{ère} instance. Les justiciables sont en outre devenus plus prompts à déposer des recours. Les autorités administratives qui pourraient annuler leurs décisions ne le font que très rarement et avec réticence. Le Tribunal cantonal assiste de manière générale également à une multiplication des échanges d'écritures entretenue par certains avocats.

S'agissant des Cours administratives, en particulier les deux Cours des assurances sociales, leurs stocks augmentent tant par les nouvelles entrées qu'en raison des forces de travail qui ont été libérées en faveur des Cours pénales. L'entraide s'est aussi manifestée par une redistribution des dossiers AI d'une Cour des assurances sociales à l'autre.

Il n'en demeure pas moins que le système des "vases communicants" a, plus que jamais cette année, atteint ses limites: si un incendie est jugulé dans une cour, le feu prend dans un autre domaine.

Dans le même temps, après un moratoire sur l'engagement des stagiaires décrété au printemps 2025, il a été signifié au Tribunal cantonal qu'un recours accru (surnuméraire) aux greffiers-stagiaires pour le décharger ne serait plus envisageable à l'avenir. Compte tenu des circonstances, le Tribunal cantonal est très satisfait de pouvoir garder 5 EPT de greffiers-stagiaires sur l'année, grâce au soutien du SJ. Il déplore néanmoins que les restrictions budgétaires croissantes le privent d'une ressource supplémentaire en personnel très appréciée, efficace et motivée.

A côté d'une charge de travail qui ne cesse de croître, le Tribunal cantonal sollicite en outre de son personnel des efforts conséquents pour s'adapter aux défis de la digitalisation de la justice dont il est l'une des autorités pilotes au sein du Programme e-Justice. Cela étant, il peut profiter d'une grande solidarité entre ses Cours, d'un état d'esprit constructif et d'une très bonne ambiance de travail qui, toutes, contribuent à le faire avancer.

Le constat demeure néanmoins qu'après avoir fait appel à l'interne au soutien des Juges et greffiers d'autres Cours par le jeu des "vases communicants" et au soutien toujours plus important des Juges suppléants, le Tribunal cantonal n'a plus de réelles solutions à proposer pour absorber l'augmentation constante des affaires toujours plus complexes et chronophages. Au regard de la charge de travail particulièrement importante de la 1^{ère} Cour d'appel civil, de la Cour d'appel pénal et de la Chambre pénale, le Tribunal cantonal est dès lors contraint, pour la troisième année consécutive, de réitérer sa demande d'une cellule judiciaire complète (un-e juge cantonal-e, un-e greffier-ère, un-e secrétaire) dans le cadre de la procédure budgétaire 2027.

Organisation et fonctionnement

Plenum et Commission administrative

En 2025, le Tribunal plénier s'est réuni à trois reprises, tandis que la Commission administrative a tenu dix-sept séances. Le Tribunal cantonal a procédé à des inspections déléguées par le Conseil de la magistrature ainsi qu'à celles des autorités de poursuites et de faillites. Par ailleurs, plusieurs décisions ont été prises par voie de circulation, notamment dans le cadre de consultations législatives et de l'engagement du personnel.

Le Tribunal cantonal a vu son Secrétaire général historique quitter le navire à la fin juin 2025; Frédéric Oberson a tenu la barre du Tribunal cantonal dès sa réunion en 2013 dans le bâtiment des Augustins et il a largement contribué à la cohésion et à la bonne ambiance qui y règne. Qu'il soit ici sincèrement remercié pour son investissement tout au long de ces années. Pour lui succéder, une commission *ad hoc* a trouvé la perle rare en la personne de Cédric Steffen, lui qui assumait déjà la charge de Secrétaire général adjoint. La personnalité charismatique, pleine d'humour, efficace, extrêmement compétente et anticipative de l' élu ont convaincu le plenum du Tribunal cantonal qui a déjà pu apprécier à sa juste valeur son remarquable engagement et son travail, en tandem avec Muriel Zingg, désormais Secrétaire générale adjointe.

Plan directeur

Pour l'année 2025, les orientations ont été définies avec la mise en œuvre des démarches suivantes:

- Finalisation de la documentation qualité sur l'intranet du Tribunal cantonal;
- Communication régulière de comptes rendus des séances plénières et de la Commission administrative sur l'intranet;
- Fixation d'une conférence de presse sur les activités sur Tribunal cantonal en lien avec son rapport annuel;
- Poursuite des travaux de digitalisation.

Ces objectifs ont été tenus. En particulier, le Tribunal cantonal a élaboré, après un processus de près de 2 ans, une vaste documentation qualité qui regroupe le *know-how* de l'ensemble de ses activités (juristes, secrétariat et services centraux) et qui est accessible *online* via sa page Intranet (dans les deux langues). Le Tribunal cantonal reste également très impliqué dans la digitalisation de la justice (cf. ci-dessous).

RTC

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont régis par le règlement du 22 novembre 2012 (RTC; RSF 131.11). En séance plénière du 28 août 2025, le Tribunal cantonal a modifié les art. 6 al. 1 (taux d'activité à compter duquel chaque juge a le devoir d'accepter sa désignation en vue de l'élection à la présidence) et 30 RTC (circulation électronique des rapports). Ces modifications sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2026.

RTCInf

Après 13 ans de bons et loyaux services, le règlement du Tribunal cantonal sur l'information du public en matière judiciaire (RTCInf) a fait peau neuve. Cette révision totale était devenue nécessaire afin de rendre le RTCInf conforme au droit supérieur. Cette nouvelle version, du 13 novembre 2025, est également entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026. Elle remplace l'ancien RTCInf du 21 juin 2012.

Si l'ensemble du règlement a été retravaillé, c'est avant tout l'ancienne partie 3 (publicité des jugements) qui a subi les changements les plus importants. Désormais, le règlement distingue, d'une part, la publication des jugements, qui peut se faire d'office (art. 14) ou sur demande (art. 15) et, d'autre part, l'accès aux documents officiels dans le cadre d'une procédure pendante (art. 17), close (art. 18) ou concernant des documents administratifs (art. 19).

Sa première partie, notamment le titre qui concerne les médias (art. 8 à 13), n'a été que peu modifiée. Le nouveau RTCInf prévoit néanmoins maintenant la possibilité de demander une accréditation pour un cas particulier (art. 9), ce qui n'est finalement qu'une adaptation à une pratique déjà admise. Il n'est plus fait mention de l'autorisation d'assister à des audiences non publiques (ancien art. 9 al. 2 let. b), notamment dans le cas d'un huis-clos partiel, cette possibilité étant régie par les codes de procédure fédéraux.

Digitalisation

Le Tribunal cantonal reste fortement impliqué dans la mise en œuvre du Programme e-Justice (ainsi que dans le projet Justitia 4.0 sur le plan fédéral). Anne-Sophie Peyraud assure la présidence du COPIL du Programme e-Justice. Dina Beti est ou a été mandante de plusieurs projets, dont l'actuel Gestproc [gestion de la procédure], destiné à remplacer Tribuna V3; elle a également été Product Owner [PO] de ce projet durant la majeure partie de l'année 2025. Stéphanie Colella est devenue mandante du projet Demat (phase II) depuis septembre 2025 et elle préside en outre depuis juin 2025 le groupe de travail sur l'IA mandaté par le Programme e-Justice. Vanessa Thalmann préside quant à elle la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) et Cédric Steffen, nouveau Secrétaire général du TC, assure la présidence du Bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ) et représente en outre le canton au sein de Justitia 4.0. Le Tribunal cantonal continue également à être l'une des autorités pilotes pour la mise en œuvre des solutions informatiques développées par e-Justice (Exped, Nomadoc, Proofbox).

1.1.1.1.1 Volume des affaires

Lors de l'inspection 2025 du Tribunal cantonal, le Conseil de la magistrature a constaté que la charge de travail demeurait particulièrement lourde et qu'elle continuait d'augmenter encore dans plusieurs cours. L'essor des affaires, la complexité croissante des dossiers et les exigences accrues de procédure accentuent significativement la pression sur les magistrats et le personnel. Le Conseil a en outre relevé que, malgré l'engagement et la solidarité internes, les mécanismes de réaffectation et de suppléance ont atteint leurs limites. Il prend note que le Tribunal cantonal va, pour la troisième année consécutive, réitérer la demande d'une cellule judiciaire complète dans le cadre de la procédure budgétaire 2027.

En outre, le Conseil a salué l'implication soutenue des magistrats du Tribunal cantonal dans les projets numériques et institutionnels, en particulier dans le cadre du Programme e-Justice et de Justitia 4.0, ainsi que l'engagement du secrétariat général et des collaboratrices et collaborateurs concernés.

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes Cours

Tribunal cantonal	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) affaires pendantes au 1er janvier	1296	*1272	1052	1000	996	970	1058
b) affaires enregistrées	3249	2904	3043	2833	2750	2796	3160
c) affaires liquidées	3270	3124	3095	2837	2776	2708	2994
d) affaires pendantes au 31 décembre	*1275	1052	1000	996	970	1058	1224

**La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.*

Langue des affaires liquidées	2023	2024	2025
Français	2346	2321	2596
Allemand	407	373	371

Les 27 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position ne sont pas comprises dans cette rubrique

Cours civiles	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) affaires pendantes au 1er janvier	224	*215	206	222	231	204	220
b) affaires enregistrées	1279	1222	1350	1213	1191	1161	1247
c) affaires liquidées	1285	1231	1334	1204	1218	1145	1186
d) affaires pendantes au 31 décembre	*218	206	222	231	204	220	281

*La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques

Langue des affaires liquidées	2023	2024	2025
Français	1112	1046	1091
Allemand	106	99	95

Cours pénales	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) affaires pendantes au 1er janvier	182	148	130	171	184	200	226
b) affaires enregistrées	534	446	465	501	487	513	654
c) affaires liquidées	568	464	424	488	471	487	645
d) affaires pendantes au 31 décembre	148	130	171	184	200	226	235

Langue des affaires liquidées	2023	2024	2025
Français	395	430	559
Allemand	76	57	86

Cours administratives	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) affaires pendantes au 1er janvier	888	906	715	606	578	565	607
b) affaires enregistrées	1417	1217	1204	1096	1051	1104	1235
c) affaires liquidées	1399	1408	1313	1124	1064	1062	1136
d) affaires pendantes au 31 décembre	906	715	606	578	565	607	706

Langue des affaires liquidées	2023	2024	2025
Français	839	845	946
Allemand	225	217	190

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	>2 ans
le Cour d'appel civil	190	93	45	63	32	6
Ile Cour d'appel civil	177	84	14	8	4	0
Ile Cour d'appel civil – entraide internationale	208	14	0	0	0	0
Chambre des poursuites et faillites	112	30	1	2	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	53	29	20	1	0	0
Cour d'appel pénal	52	21	23	67	42	7
Chambre pénale	110	120	151	32	20	0
le Cour administrative	42	56	39	31	30	4
Ile Cour administrative	36	21	43	46	35	16
IIle Cour administrative	56	105	17	12	4	0
Cour fiscale	18	45	27	50	14	0
le Cour des assurances sociales	17	18	9	76	67	4
Ile Cour des assurances sociales	28	45	32	54	39	0

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Tribunal des mesures de contrainte, une part importante du Ministère public, les Tribunaux d'arrondissement de la Broye, de la Gruyère, de la Glâne, du Lac et de la Veveyse, les Justices de paix de la Glâne; de la Gruyère, du Lac, de la Singine et de la Veveyse, les sept Préfectures ainsi que l'Autorité de surveillance du registre foncier, la Commissions de recours de l'Université, la Commission d'expropriation, la Commission de conciliation en matière de bail pour les districts de la Singine et du Lac et celle pour les districts du Sud (Glâne, Gruyère, Broye et Veveyse).

En sa qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices des poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

Depuis plusieurs années, les rapports du Tribunal cantonal qualifient la situation de la I^e Cour d'appel civil de préoccupante. Cette appréciation s'explique par une charge de travail particulièrement élevée, par la complexification croissante des dossiers — notamment en droit de la famille — ainsi que par des délais de liquidation qui demeurent trop longs dans un nombre significatif de cas.

L'année 2025 n'a malheureusement pas fait exception. Le nombre de causes pendantes au 31 décembre 2025 a atteint la barre symbolique des 200 dossiers, contre 132 à la fin de l'année 2020. Sauf apport substantiel en ressources ou diminution inattendue et improbable des nouvelles affaires, aucune amélioration notable ne paraît envisageable à court terme. Cette perspective est d'autant plus préoccupante que les magistrats de la I^e Cour d'appel civil assument également des charges importantes dans d'autres Cours elles-mêmes fortement sollicitées.

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La charge de travail de la II^e Cour d'appel civil est restée stable en 2025. Les procédures enregistrées dans ses différents domaines de compétence sont au nombre de 297, soit un niveau légèrement supérieur à l'année précédente. Il convient toutefois de noter une augmentation sensible des recours contre des prononcés de faillite, soit 73 contre une moyenne de 32 au cours des dix dernières années, augmentation due en grande partie à l'abrogation de l'art. 43 ch. 1 LP à la date du 1^{er} janvier 2025, qui a pour conséquence que le défaut de paiement de créances de droit public peut maintenant conduire une entreprise à la faillite et non plus se limiter à l'établissement d'un acte de défaut de biens. Le nombre de procédures qui a pu être liquidé s'établit à 287, soit à peu de choses près au nombre des affaires enregistrées. Enfin, pour 55 affaires en suspens en fin d'année, 43 l'étaient depuis moins de trois mois et seules 2 procédures dataient de plus d'une année.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont été au nombre de 218 en 2025.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des Offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

La Cour a enregistré en 2025 une légère augmentation des entrées, qui passent à nouveau la barre des 100, dans un contexte où le niveau des affaires enregistrées au cours des dernières années demeure élevé. Elle a été en mesure de faire face à cette augmentation, notamment grâce à l'appui et à la disponibilité de plusieurs Juges suppléants, sans lesquels la Cour se serait trouvée dans une situation délicate.

Ainsi qu'il avait été constaté en 2024, la Cour sollicite beaucoup les Juges qui la composent, car les affaires dont elle a à connaître sont souvent complexes et hautement conflictuelles, respectivement urgentes (placements d'enfants, placements à des fins d'assistance, etc.). Ces situations exigent un traitement prioritaire ou, à tout le moins, dans des délais adaptés aux besoins des enfants et des adultes concernés.

A cela s'ajoute que les Juges de la Cour sont également membres de la I^e Cour d'appel civil, de la Chambre pénale et de la II^e Cour administrative, des Cours dont la charge est particulièrement et notoirement élevée et où des dossiers prioritaires, lorsqu'ils ne sont pas urgents (notamment en matière de détention), doivent être traités en parallèle.

Pour permettre aux Juges de la Cour de consacrer le temps nécessaire aux affaires qui leur sont soumises, sans pour autant retarder le traitement des recours qui leur sont attribués dans d'autres matières, un renforcement des ressources décisionnelles et rédactionnelles est indispensable.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

La charge très soutenue déjà constatée ces années dernières a perduré en 2025. Malgré le fait que la Cour siège systématiquement avec deux Juges titulaires et un Juge suppléant, le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 2025 (132) confirme la charge de la Cour. Malgré un nombre record de séances publiques (73), et un nombre de liquidations en hausse, le nombre des affaires pendantes ne baisse pas. De plus, indépendamment de leur nombre, les causes à juger se complexifient, avec souvent des dossiers toujours plus volumineux, des réquisitions de preuves nouvelles à traiter et d'autres décisions incidentes à rendre (assistance judiciaire, refus d'entrer en matière partiels, etc...).

La crainte, déjà exprimée dans les rapports 2023 et 2024, de ne pas pouvoir statuer dans le délai de 12 mois, exigence introduite par la modification du CPP entrée en vigueur le 1er janvier 2024, s'est confirmée.

Déjà soulevée dans les rapports précédents, l'augmentation de la dotation de la Cour (1 Juge supplémentaire à intégrer dans le tournus des Juges rapporteur-e-s, assisté-e de son/sa greffier-ère) est nécessaire afin de mieux répartir les dossiers, la préparation des séances et les charges inhérentes à la direction de la procédure. Des démarches en ce sens ont été entreprises par le Tribunal cantonal en 2024 et 2025, sans succès toutefois.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées en 2025 a atteint des sommets pour culminer à 443, soit une augmentation de plus de 35% (323 en 2024). Si cette augmentation trouve en partie son explication par un nombre important de recours lié à une seule et même problématique, il n'en demeure pas moins qu'elle est malheureusement constante – faut-il rappeler qu'en 2021 le nombre de dossiers ajoutés n'était que de 266 – et qu'elle a eu pour conséquence que, malgré l'engagement indéfectible des membres de la Chambre pénale - qui ont liquidé dans l'année sous rapport plus de dossiers qu'en 2024 (318 en 2024 et 433 en 2025) -, le nombre de dossiers ouverts s'est encore alourdi (93 en 2024 et 103 en 2025).

Cette situation ne saurait perdurer, ce d'autant que les solutions recherchées à l'interne sont demeurées limitées si on ne veut pas affaiblir également d'autres Cours. Au demeurant, l'appel aux juges suppléant-es a lui aussi des limites que certaines causes, entre autres urgentes, ne peuvent dépasser. Il est désormais indispensable qu'une augmentation de la dotation de la Chambre pénale (un juge supplémentaire assisté d'un-e greffier-ère supplémentaire) soit envisagée à court terme. Ce constat est renforcé par l'engagement des membres de la Chambre pénale dans deux autres Cours (I^e Cour d'appel civil et Cour de protection de l'enfant et de l'adulte), qui font, elles aussi, face à une surcharge.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

La I^e Cour administrative a subi en 2025 une hausse conséquente de ses entrées, à raison de 33 % (157 entrées en 2024 contre 209 nouvelles affaires en 2025). A raison de près de 30%, la hausse s'est manifestée dans le contentieux en matière de police des étrangers, sans raison apparente. Heureusement que le taux des liquidations a connu, lui aussi, une forte augmentation, de 39 %, ce qui a permis de contenir massivement le nombre des affaires pendantes à la fin 2025, avec 83 affaires, contre 76 à fin 2024. Dans la mesure en outre où l'éventail des différentes matières de la compétence de la I^e Cour administrative est très large, la complexité croissante des recours qui lui est soumis rend l'exercice encore plus compliqué pour les Juges et les Greffiers qui la composent. La Cour espère que cette forte augmentation restera exceptionnelle.

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

La Cour est toujours très chargée par les litiges en lien avec la densification du territoire et l'étendue de la zone à bâtir ainsi que par des constructions en zone agricole et des situations de rétablissement de l'état de droit. La charge de travail de la II^e Cour administrative reste très importante. Les nouvelles entrées en 2025 ont à nouveau avoisiné le chiffre de 200 affaires (195). L'augmentation de la hausse des entrées constatées depuis 2021 se maintient.

L'organisation actuelle de la Cour permet de faire face à cette masse de dossiers. La Cour a en effet pu liquider 197 affaires ce qui réduit le stock de dossier pendants de 124 à 122.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2025 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2025 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

Au niveau des entrées des dossiers, après une baisse observée ces dernières années, la tendance s'est inversée en 2025, où l'on a noté une hausse, avec 434 nouveaux dossiers, soit la plus forte de ces dernières années (380 en 2024, 405 en 2023 et 420 en 2022).

Cette hausse a cependant été circonscrite avec la hausse parallèle des liquidations globales (389 dossiers liquidés en 2025, contre 356 en 2024) ce qui laisse augurer d'un maintien plus ou moins égal des stocks.

La hausse plus sensiblement observée au niveau de la II^e Cour s'explique essentiellement par une nouvelle répartition interne des dossiers, avec le transfert, provisoire, du contentieux AI en français à cette dernière (+35 nouveaux dossiers AI à la 608), en contrepartie d'un transfert provisoire des forces rédactionnelles (EPT de 50% de greffier passé en cours d'année de la 605 à la 608, avec reprise, par cette dernière, de 26 dossiers surnuméraires, dont 7 ont d'ores et déjà été liquidés à la fin de l'année 2025). Cette nouvelle répartition ayant pour but le rééquilibrage des forces et des dossiers à traiter entre les deux Cours.

A côté de cela, les deux Cours continuent à mettre une partie de leurs forces rédactionnelles au service d'autres Cours: la I^e Cour poursuit son étroite collaboration avec la Cour d'appel pénal, tandis que la II^e Cour œuvre toujours au soulagement de la Cour fiscale et des Cours administratives générales.

Les paramètres, statistiquement non mesurables, de la complexité des affaires et des allégations techniques et détaillées continuent par ailleurs à influencer la charge de travail et le temps pris à consacrer également aux « petits » dossiers.

Le Président (605) et la Présidente (608) des deux Cours ont pu malgré tout, cette année encore, se réjouir de l'implication et de la bonne humeur de toutes les personnes contribuant à maintenir, depuis maintenant plusieurs années, la stabilité d'un fonctionnement solidaire bien rôdé. Ils remercient ainsi les greffiers-ières et les greffiers-ières-rapporteur-e-s, leurs collègues Juges (ordinaires ou suppléants) et la troupe toujours aussi réactive et souriante des secrétaires du greffe.

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Juges professionnels/les - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2023	2024	2025
Beti Dina	Juge	1	1	1
Boivin Marc	Juge	0.7	0.7	0.7
Chocomeli Alessia	Juge	1	1	0.8
Colella Stéphanie	Juge	1	1	1
Delabays Jérôme	Juge	1	1	1
Ducret Markus	Juge	1	1	1
Favre Michel	Juge	1	1	1
Frölicher Johannes	Juge	1	1	1
Gross Dominique	Juge	0.6	0.6	0.6
Kiener Daniela	Juge	0.5	0.5	0.5
Overney Catherine (jusqu'au 31.12.2025)	Juge	1	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Juge	1	1	1
Schneuwly Laurent	Juge	1	1	1
Sugnaux Marc	Juge	1	1	1
Thalmann Vanessa	Juge	0.7	0.7	0.8
Thalmann El Bachary Cornelia	Juge	0.5	0.5	0.6
Total EPT au 31.12.		14	14	14

Remplacements / Départs-arrivées

Juges

La Juge cantonale Catherine Overney (100%) a atteint l'âge de la retraite au 31 décembre 2025.

Née en 1960 à Fribourg, Catherine Overney a accompli toute sa scolarité dans la capitale cantonale. Après l'obtention de son baccalauréat au Collège Gambach, elle entreprend des études de droit à l'Université de Fribourg, dont elle obtient sa licence en 1983. Elle complète sa formation professionnelle par l'obtention du brevet d'avocate en 1987.

Dès 1986, elle entre au service du Pouvoir judiciaire fribourgeois, comme greffière adjointe auprès du Tribunal cantonal. L'année suivante, elle assumera également la fonction de secrétaire juridique de la Commission de recours de l'Université de Fribourg, et ce jusqu'en 1995. Nommée greffière cheffe ad hoc auprès du Tribunal cantonal en 1989, elle entre en 1992 au service de l'Autorité de surveillance du registre foncier, dont elle sera sa secrétaire juridique durant vingt ans, puis membre à part entière dès 2000. Entretemps, elle aura également assumé entre 1994 et 1995 la charge de présidente ad hoc du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine.

C'est en mars 2012 que le Grand Conseil élit Catherine Overney comme Juge cantonale. Siégeant tant dans les Cours civiles qu'au sein de la Cour d'appel pénal, elle aura l'honneur de présider le Tribunal cantonal en 2018.

Par sa personnalité directe et pragmatique, sa grande précision et son sens aigu de la rigueur, ainsi que par son fort esprit de collégialité, elle a marqué le Tribunal cantonal. Par son engagement et sa grande capacité de travail, elle a

contribué de manière déterminante au bon fonctionnement de la plus haute autorité judiciaire cantonale. Elle a fait preuve d'un fort investissement dans le traitement de ses dossiers et d'une grande disponibilité.

Sa sphère d'intérêts ne se limite toutefois pas au droit. Adepte de la maxime de Juvénal "*mens sana in corpore sano*", elle voue une authentique passion pour le fitness et le Pilates. Deux disciplines dans lesquelles elle n'a cessé de se former depuis plus de vingt ans, et qu'elle enseigne dans son village d'Ependes.

Pour remplacer Catherine Overney, le Grand Conseil a élu Catherine Christinaz, jusqu'alors procureure auprès du Ministère public, qui a débuté son activité de Juge cantonale au 1^{er} janvier 2026.

Alessia Chocomeli (80%) est entrée en fonction le 1^{er} mai 2025 en remplacement de Sandra Wohlhauser (100%), élue Juge fédérale. Avec l'accord du Conseil de la magistrature, le 20% restant a été réparti entre Cornelia Thalmann El Bachary (+10%) et Vanessa Thalmann (+10%).

Catherine Fallier, greffière-rapporteuse, a été nommée Juge *ad hoc* à 80% du 16 décembre 2024 au 30 avril 2025 dans l'attente de la prise de fonction d'Alessia Chocomeli.

La fonction interne de Juge répondant pour les Cours administratives, occupée jusqu'à présent par Johannes Frölicher, a été reprise par Stéphanie Colella depuis le 1^{er} juillet 2025.

Activités accessoires et scientifiques des Juges

S'agissant des activités accessoires des Juges, Dina Beti est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléante de la Commission du notariat. Au sein du Programme e-Justice, elle est la mandante du projet Gestion de la procédure, dont le but est le choix et la mise en œuvre de solutions de pilotage digital des affaires judiciaires, et le remplacement de la gestion d'affaires utilisée actuellement.

Marc Boivin est membre ordinaire de la Commission du barreau. A côté de son activité de Juge, Marc Boivin a participé à des tables rondes – notamment dans le cadre du Festival de Film Santé Mentale et Prison, organisé en avril 2025 à Lausanne par le Graap-Fondation. Il est également chargé de cours de droit administratif auprès de la HEG (CAS Public Management) et a donné des cours sur les droits humains aux aspirants de la Police cantonale. Il est, enfin, toujours actif dans le domaine de la culture, plus particulièrement dans les milieux de l'humour et de la scène comique.

Alessia Chocomeli donne aux avocat-e-s-stagiaires des cours portant sur la procédure préliminaire (procédure pénale).

Stéphanie Colella est membre de la Commission de recours du Gymnase Intercantonal de la Broye (GYB). Depuis juin 2025, elle préside le nouveau Groupe de travail sur l'IA mandaté par le Programme e-Justice. Depuis septembre 2025, elle a remplacé Dina Beti comme mandante du projet Dématérialisation au sein de ce même Programme.

Jérôme Delabays était membre suppléant de l'Autorité de surveillance du Registre foncier jusqu'au 30 juin 2025. Il préside le Comité de pilotage pour la mise en place du projet de consensus parental dans le canton de Fribourg. Il donne des cours aux avocat-e-s-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a donné une conférence à la journée Perspectives organisée par l'Université de Fribourg, et a pris part à un atelier dans le cadre du CAS en justice des mineurs. Il poursuit sa collaboration au Code de procédure civile annoté online et participe comme auteur à la nouvelle édition du Petit commentaire du Code de procédure civile.

Michel Favre est membre de la Commission du barreau. Il est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale et donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocat-e-s-stagiaires.

Johannes Frölicher préside le Conseil de la magistrature ainsi que la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Il est - avec le Directeur de la sécurité, de la justice et du sport - co-mandant du Programme e-Justice.

Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Elle est en outre responsable de la mise à jour régulière en ligne du "Basler Kommentar, ZGB II", droit de superficie, art. 779-779I CC.

Daniela Kiener préside la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Elle officie également en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA).

Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est en outre mandante exécutive et Présidente du Comité de pilotage et du Bureau du Programme e-Justice. Elle est Présidente de l'Association St-Camille, à Marly, ainsi que de son Fonds de prévoyance. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (CTPrDM). Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Laurent Schneuwly participe comme auteur à la nouvelle édition du Petit commentaire du Code de procédure civile.

Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le Comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des Juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Il est en outre président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Marc Sugnaux participe à la formation des avocat-e-s-stagiaires, sur le thème de la préparation à l'examen de droit administratif et de procédure administrative. Il a également co-animé, sous l'angle du droit administratif, le séminaire annuel de formation des avocat-e-s-stagiaires qui s'est tenu à Morat. Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, il a donné un cours sur la communication dans le processus d'élaboration des décisions. Il a participé à un cours destiné aux étudiant-e-s de l'Université de Fribourg sur le titre préliminaire du Code civil. Il a co-présenté la jurisprudence récente en matière de droit fiscal à l'occasion d'une soirée d'information destinée aux sociétés fiduciaires fribourgeoises.

Cornelia Thalmann El Bachary est membre suppléante de la Commission du barreau depuis 2025 et membre du Comité de direction du Schulheim de la fondation "Les Buissonnets".

Vanessa Thalmann préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg ainsi que du Comité de pilotage du programme cantonal ELAN.

Formations suivies par les Juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2025 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Juges suppléant/e/s au 31.12.2025

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Mischa Poffet, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller, Daniel Schnewly, Patrick Schurtenberger, Philippe Tena, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher

Suzanne Fankhauser et Kurt Schwab ont démissionné de leur charge de Juge suppléant.e durant l'année en cours. En juin 2025, Mischa Poffet et Patrick Schurtenberger, tous deux greffiers au Tribunal fédéral, ont été élus comme Juges suppléants alémaniques, le premier en droit administratif et en droit des assurances sociales, le second pour les Cours civiles et pénales, notamment pour statuer sur les recours provenant du Tribunal d'arrondissement de la Singine où Mathias Boschung (Juge suppléant auprès du Tribunal cantonal) a été nommé Président et ne peut donc plus traiter ces affaires.

1.1.1.3.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2023	2024	2025
Total EPT Greffiers/ères (postes permanents)	21.25	21.75	21.75
Total EPT Stagiaires juristes	5	5	5
Total EPT Collaborateurs/trices administratifs (postes permanents)	13.6	13.6	13.6
Total EPT Apprenti/es collaborateur/trices administratifs	2	2	2
Total	41.85	42.35	42.35

Etat de situation

Le nombre de Juges cantonaux reste identique, soit **14 EPT**.

La situation du greffe n'a pas non plus évolué depuis 2024. L'effectif (CDI) du Tribunal cantonal (hors Juges cantonaux) est composé comme suit (en nombre d'EPT):

Secrétaire général:	1
Greffiers:	21.75
Adjointe administrative:	1
Secrétaires:	11.5
Huissier:	1
Bibliothécaire affilié:	0.1

Total **36.35** (identique à 2024)

Les Juges cantonaux et l'effectif du greffe du Tribunal cantonal représentent au total **50.35 EPT**.

Si l'on y ajoute les personnes en CDD, les greffiers-stagiaires et les apprentis, se sont au total 75 personnes qui travaillent au Tribunal cantonal:

Juges cantonaux	16
Secrétaire général	1
Greffiers	30
Personnel administratif	21
Greffiers-stagiaires	5 (en principe 10 sur l'année)
Apprenties	2

Total 75 (total identique à 2024)

Ces derniers chiffres comprennent les 2 greffiers "e-Justice" (50%), 1 adjointe administrative, 16 secrétaires - y compris comptables et responsable de la bibliothèque -, 1 huissier et 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice].

Départs-arrivées

Secrétariat général

Frédéric Oberson a été élu au poste de Secrétaire général du Grand Conseil au 1^{er} juillet 2025. Cédric Steffen a été nommé au poste de Secrétaire général du Tribunal cantonal (100%) à compter de cette même date. Cela a entraîné une cascade de mouvements à l'interne et une nouvelle organisation au sein du Tribunal cantonal. Désormais, Muriel Zingg occupe le poste de Secrétaire général adjointe (30%) tout en restant greffière-rapporteuse à 40%. Ludovic Farine est devenu suppléant du Secrétaire général et continue de fonctionner comme greffier présidentiel pour les Cours civiles (20%) et greffier-rapporteur (60%). Sandra Ayan assume la charge de greffière présidentielle pour les Cours pénales (50%) et garde un 30% de greffière-rapporteuse. Isabelle Schuwey a été choisie comme greffière présidentielle pour les Cours administratives (20%) tout en continuant à exercer comme greffière-rapporteuse à 50%.

Greffiers-ères

Plusieurs greffières accèdent à la magistrature!

Pauline Volery (100%) a été élue Juge de paix à la Justice de paix de la Broye au 1^{er} août 2025. Pour la remplacer, et pour compenser les mouvements à l'interne évoqués précédemment, il a été procédé aux engagements, au 1^{er} novembre 2025, de Mélanie Eggertswyler (100%) et de Dunia Vaucher-Cramer (70%) qui ont intégré toutes deux les Cours civiles et pénales.

Anne-Françoise Boillat (50%) a été élue Juge cantonale dans le canton du Jura au 1^{er} octobre 2025. Maude Roy-Gigon (70%) a été élue Présidente de la Commission de conciliation en matière de bail pour le district de la Sarine au 1^{er} janvier 2026. Elle a réduit en parallèle son taux d'activité au TC de 20%, pour un taux d'occupation au TC de 50% dès cette date. Maude Favarger (50%) a démissionné du Tribunal cantonal. Elles ont été remplacées par l'engagement de Tania Chenaux (90%) dès le 1^{er} novembre 2025 et par une augmentation de 30% du taux d'activité de Magalie Bapst (50%), laquelle travaillera à 80% dès le 1^{er} janvier 2026.

Florian Mauron a été nommé Juge *ad hoc* à 60% auprès du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine pour deux mois (prolongeable jusqu'à six mois) afin de pallier l'absence d'une magistrate. Il a débuté ses activités le 1^{er} octobre 2025. Durant cette période, il continue à exercer à 30% comme greffier au Tribunal cantonal.

Bernhard Schaaf a baissé son taux d'activité à 90% (-10%) et Timothy Schertenleib a augmenté le sien à 70% (+10%). Timothy Schertenleib a ensuite été engagé comme greffier auprès du Tribunal fédéral au 1^{er} octobre 2025. Son poste (70%) est repris par Steve Bangarter, ancien greffier-stagiaire, à partir de cette même date.

Pour suppléer des vacances de postes (congrés maternité, maladies, remplacements), le Tribunal cantonal a procédé à de nombreux engagements sur CDD à des taux variables (Amélie Kolly, Francesco Montaldi, Nadine Durot, Elena Turrini, Désirée Cuennet, Natassia Bangerter).

Les deux postes de greffiers "e-Justice" à 50% (CDD) sont toujours occupés par Magalie Bapst (depuis le 1^{er} janvier 2023) et par Pascal Tabara (depuis le 1^{er} mai 2023). Quant au poste, en CDI lié au Juge cantonal Johannes Frölicher, il est attribué à Julien Delaye (100%).

Personnel administratif

A la suite de la démission des deux secrétaires germanophones, Helen Maeder (50%) et Livia Jeckelmann (100%), au 31 mai 2025, le Tribunal cantonal a engagé Ilaria Valentino (90% dès le 1^{er} juin 2025) et Brigitte Aebersold (60% dès le 1^{er} juillet 2025). Cette dernière a quitté le Tribunal cantonal le 31 décembre 2025, au terme de son temps d'essai, pour retourner travailler dans le privé. Ilaria Valentina a augmenté son taux d'activité à 100% dès le 1^{er} janvier 2026. En parallèle, Simone Theureau, secrétaire alémanique à 50%, débutera son activité au Tribunal cantonal le 1^{er} février 2026. Lisa Andrey continue à occuper un 40% sur CDD tout en poursuivant sa formation.

Une jeune demandeuse d'emploi a été recrutée durant quelques semaines comme aide à la réception en raison de l'absence d'une collaboratrice pour raisons de maladie.

Melyssa Barrat, apprentie de 3^{ème} année, a brillamment réussi ses examens de CFC d'employée de commerce avec maturité intégrée. Elle a quitté le Tribunal cantonal le 31 juillet 2025. Violeta Baro a de son côté commencé son apprentissage de CFC d'employée de commerce le 1^{er} août 2025.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel de l'Etat.

1.1.1.4 Autres activités

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

La Présidente a participé à la quinzième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, en Thurgovie.

Des Juges ont participé à la rencontre des Juges administratifs de Suisse à Andermatt.

Les juges de la Cour d'appel pénal ont participé à la rencontre INTERCAP à Genève.

Deux Juges cantonaux et une représentation des greffiers-ères pénalistes ont assisté à l'assemblée générale de la SSDP à Zurich.

Activités scientifiques des greffier-ère-s

Aleksandra Bjedov travaille à 10% pour le Programme e-Justice et est en outre mandante du projet Gendoc (Génération de documents). Elle dispense des cours de droit des contrats au sein d'une association de professionnels des achats préparant les candidats et candidates au brevet fédéral. Elle enseigne également le droit dans le cadre de la formation des ambulanciers et ambulancières, auprès d'un centre de formation.

Mélanie Eggertswyler donne des cours sur la procédure pénale de première instance aux avocat-e-s-stagiaires et participe à un séminaire qui leur est destiné.

Catherine Faller donne quant à elle des cours aux avocat-e-s-stagiaires portant sur le recours et la révision en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale. Elle donne des cours avec Marc Sugnaux et Marc Boivin aux aspirant-e-s de police à Fribourg, au Centre interrégional de formation de police sur le thème des droits de l'homme.

1. Einleitung

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Mitglieder des Justizrates

Gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unterbreiten wir Ihnen unseren Bericht für das Jahr 2025, und bestätigen, dass die darin präsentierten statistischen Daten korrekt sind.

Mit vorzüglicher Hochachtung

Freiburg, 20. Februar 2026



Anne-Sophie Peyraud, Präsidentin



Cédric Steffen, Generalsekretär

1.1 Tätigkeitsbericht 2025 des Kantonsgerichts

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

2025 fällte das Kantonsgericht 2994 Entscheide und Urteile, also 286 mehr als im Jahr 2024 (2708). Die Zahl der am Jahresende hängigen Geschäfte (in den Statistiken: Angelegenheiten) stieg im Berichtsjahr im Vorjahresvergleich von 1058 auf 1224 an, obwohl fast 10 % mehr Geschäfte erledigt wurden, denn es ging eine Rekordanzahl an Neueingängen ein (3160 gegenüber 2796, d. h. +364 gegenüber dem Vorjahr).

Mit Blick auf die Zahlen des gesamten Gerichts haben sich die Statistiken wie folgt entwickelt:

Anzahl Neueingänge (vom 1. Januar bis am 31. Dezember):

2025 3160 (+13 % gegenüber 2024, +15 % gegenüber 2023)

2024 2796

2023 2750

Anzahl erledigter Geschäfte (vom 1. Januar bis am 31. Dezember):

2025 2994 (+10 % gegenüber 2024, +8 % gegenüber 2023)

2024 2708

2023 2776

Anzahl hängiger Geschäfte (am 31. Dezember):

2025 1224 (+15 % gegenüber 2024, +26 % gegenüber 2023)

2024 1058

2023 970

Obwohl das Erledigungsniveau noch nie so hoch war, haben die Pendenzen per Jahresende deutlich zugenommen, weil es im Jahr 2025 zu einem markanten Anstieg der Neueingänge gekommen ist. Tatsächlich sind die Pendenzen innert zweier Jahre um 26 % gestiegen (+15 % gegenüber 2024).

Besonders besorgniserregend ist die Lage im I. Zivilappellationshof (+51 hängige Geschäfte per 31. Dezember 2025) und in der Strafkammer (+10 hängige Geschäfte per 31. Dezember 2025, obwohl die Strafkammer 100 Geschäfte mehr als 2024 erledigt hat), aber auch in den beiden Sozialversicherungsgerichtshöfen (+54 hängige Geschäfte per 31. Dezember 2025). Die Feststellung ist klar: Trotz der Massnahmen, die intern getroffen wurden, um diese Entwicklung zu bremsen, nimmt die Geschäftslast stetig zu. Die Richterinnen und Richter der Strafkammer sind auch im I. Zivilappellationshof und im Kindes- und Erwachsenenschutzhof tätig. In den entsprechenden Bereichen müssen sie regelmässig dringliche Geschäfte behandeln, sei es bei vorsorglichen Massnahmen (I. Zivilappellationshof), bei fürsorglichen Unterbringungen (FU – Kindes- und Erwachsenenschutzhof) oder bei Haftsachen (Strafkammer). Die vorrangige Behandlung dieser dringlichen Geschäfte hat zur Folge, dass die zuständigen Richterinnen und Richter ihre ordentlichen Geschäfte zurückstellen müssen.

Diese Situation ist höchst problematisch. In den besagten drei Abteilungen ist eine gewisse Erschöpfung des Personals spürbar. Dies veranlasste das Kantonsgericht, die nötigen Schritte zu unternehmen, um im Rahmen der Budgetverfahren 2025 und 2026 eine zusätzliche Kraft zu erhalten. Diese sind jedoch leider erfolglos geblieben. Gleiches gilt für ein Gesuch um eine ausserordentliche Unterstützung zur Entlastung der Strafkammer in den letzten drei Monaten des Jahres 2025.

Es ist festzuhalten, dass diese Geschäfte massiv an Umfang gewonnen haben und noch zeitaufwendiger geworden sind. Dabei ist daran zu erinnern, dass sich die Arbeit des Kantonsgerichts als letzte kantonale Instanz von jener einer ersten Instanz unterscheidet. Auch sind die Rechtsuchenden generell eher geneigt, Beschwerden einzureichen, und die Verwaltungsbehörden, die ihre Entscheide aufheben könnten, tun dies nur sehr selten und mit Zurückhaltung. Ferner stellt das Kantonsgericht allgemein eine Zunahme der Schriftenwechsel fest, die von gewissen Anwälten gefördert wird.

Was die verwaltungsrechtlichen Abteilungen anbelangt, namentlich die beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe, nimmt deren Pendenzenberg zu – sowohl infolge der Neueingänge als auch wegen der Arbeitskräfte, die zugunsten der Strafabteilungen abgezogen wurden. Die gegenseitige Unterstützung zeigte sich auch in einer Umverteilung der IV-Geschäfte von einem Sozialversicherungsgerichtshof zum anderen.

Es bleibt aber dabei, dass das System der «kommunizierenden Gefässe» dieses Jahr mehr denn je an seine Grenzen gelangt ist: Wird ein Brand in einer Abteilung eingedämmt, bricht das Feuer in einem anderen Bereich aus.

Nach dem im Frühjahr 2025 verfügten Moratorium für die Anstellung von Praktikantinnen und Praktikanten wurde dem Kantonsgericht zudem mitgeteilt, dass ein über das ordentliche Kontingent hinausgehender (überzähliger) Einsatz von Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten zu seiner Entlastung künftig nicht mehr in Betracht komme. Angesichts der Umstände ist das Kantonsgericht sehr zufrieden, dank der Unterstützung des Amtes für Justiz über das Jahr 5 Vollzeitäquivalente (VZÄ) an Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten behalten zu können. Es bedauert jedoch, dass ihm durch die zunehmenden Budgetbeschränkungen eine zusätzliche, sehr geschätzte, effiziente und motivierte personelle Ressource entzogen wird.

Parallel zur stetig wachsenden Arbeitslast verlangt das Kantonsgericht von seinem Personal zudem erhebliche Anstrengungen, um sich den Herausforderungen der Digitalisierung der Justiz anzupassen, für die es im Rahmen des Programms e-Justice weiterhin als eine der Pilotbehörden fungiert. Gleichwohl kann es von einer grossen Solidarität zwischen seinen Abteilungen, einer konstruktiven Einstellung und einem sehr guten Arbeitsklima profitieren, die allesamt dazu beitragen, es in seinen Vorhaben voranzubringen.

Dennoch vermag das Kantonsgericht keine gangbaren Lösungen mehr aufzuzeigen, um die stetige Zunahme der immer komplexeren und zeitaufwendigeren Geschäfte aufzufangen, nachdem es intern über das System der «kommunizierenden Gefässe» auf die Unterstützung von Richterinnen und Richtern sowie Gerichtsschreiberinnen und -schreibern anderer Abteilungen und in zunehmend grösserem Umfang auch auf die Unterstützung von Ersatzrichterinnen und -richtern zurückgegriffen hat. Angesichts der besonders hohen Arbeitslast des I. Zivilappellationshofs, des Straffappellationshofs und der Strafkammer sieht sich das Kantonsgericht daher gezwungen, im Rahmen des Budgetverfahrens 2027 das dritte Jahr in Folge erneut ein Gesuch um eine zusätzliche Personaleinheit (ein/e Kantonsrichter/in, ein/e Gerichtsschreiber/in und ein/e Sekretär/in) zu stellen.

Organisation und Arbeitsweise

Gesamtgericht und Verwaltungskommission

2025 tagte das Gesamtgericht dreimal, die Verwaltungskommission hingegen siebzehnmals. Das Kantonsgericht führte die vom Justizrat delegierten Inspektionen und die Inspektionen der Betreibungsämter und des Konkursamtes durch. Zudem fasste es mehrere Beschlüsse auf dem Zirkulationsweg, insbesondere im Rahmen von Vernehmlassungen zu Erlassentwürfen und bei der Anstellung von Personal.

Ende Juni 2025 verliess der langjährige Generalsekretär das Kantonsgericht. Seit dem Bezug des Augustinergebäudes im Jahr 2013 prägte Frédéric Oberson die Entwicklung der Institution massgeblich mit und trug wesentlich zum Zusammenhalt und zum guten Arbeitsklima bei. Ihm sei an dieser Stelle für seinen unermüdlichen Einsatz über all die Jahre aufrichtig gedankt. Die Anstellungskommission fand für seine Nachfolge in der Person von Cédric Steffen, der bereits stellvertretender Generalsekretär war, die optimale Besetzung. Die charismatische, humorvolle, effiziente, äusserst kompetente und vorausschauende Persönlichkeit des Gewählten überzeugte das Gesamtgericht, das seither Gelegenheit hatte, seinen bemerkenswerten Einsatz und seine Arbeit im Tandem mit Muriel Zingg, nunmehr stellvertretende Generalsekretärin, voll und ganz zu würdigen.

Leitplan

Für das Jahr 2025 stand die Umsetzung folgender Massnahmen im Mittelpunkt:

- Fertigstellung der Qualitätsdokumentation im Intranet des Kantonsgerichts;
- regelmässige Aufschaltung von Zusammenfassungen der Sitzungen des Gesamtgerichts und der Verwaltungskommission im Intranet;
- Ansetzung einer Medienkonferenz zu den Tätigkeiten des Kantonsgerichts im Zusammenhang mit seinem Jahresbericht;
- Fortsetzung der Digitalisierungsarbeiten.

Diese Zielvorgaben wurden eingehalten. Insbesondere hat das Kantonsgericht nach einem knapp zweijährigen Prozess eine umfassende Qualitätsdokumentation erarbeitet, die das Know-how sämtlicher Tätigkeitsbereiche bündelt (Juristinnen und Juristen, Sekretariat und zentrale Dienste), online über seine Intranet-Seite zugänglich und in beiden Sprachen verfügbar ist. Das Kantonsgericht engagiert sich zudem weiterhin stark für die Digitalisierung der Justiz (vgl. hiernach).

RKG

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im Reglement vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt. Das Kantonsgericht hat an seiner Plenarsitzung vom 28. August 2025 die Art. 6 Abs. 1 (Beschäftigungsgrad, ab dem die Aufstellung für die Wahl zur Präsidentin oder zum Präsidenten des Kantonsgerichts anzunehmen ist) und 30 RKG (elektronische Zirkulation des Berichts) geändert. Diese Änderungen sind am 1. Januar 2026 in Kraft getreten.

InfoRKG

Nach 13 Jahren treuer Dienste wurde das Reglement des Kantonsgerichts über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen (InfoRKG) grundlegend überarbeitet. Die Totalrevision war erforderlich geworden, um das InfoRKG mit übergeordnetem Recht in Einklang zu bringen. Die neue Fassung vom 13. November 2025 ist ebenfalls am 1. Januar 2026 in Kraft getreten. Sie ersetzt das bisherige InfoRKG vom 21. Juni 2012.

Obwohl das gesamte Reglement überarbeitet wurde, hat der Abschnitt Veröffentlichung der Urteile (vorher Kapitel 3) die einschneidendsten Änderungen erfahren. Das Reglement unterscheidet nun zum einen die Veröffentlichung von Urteilen von Amtes wegen (Art. 14) und die Einsichtnahme auf Anfrage (Art. 15) und zum andern den Zugang zu amtlichen Dokumenten im Rahmen eines hängigen Verfahrens (Art. 17), eines abgeschlossenen Verfahrens (Art. 18) oder in Bezug auf Verwaltungsdokumente (Art. 19).

Der erste Teil des Reglements und insbesondere der Abschnitt über die Medien (Art. 8–13) wurden nur wenig angepasst. Das neue InfoRKG sieht indessen neu die Möglichkeit vor, eine Akkreditierung für einen bestimmten Fall zu beantragen (Art. 9). Damit wird eine laufende Praxis im Reglement verankert. Nicht mehr erwähnt wird die Zulassung zu nicht publikumsöffentlichen Verhandlungen (alt Art. 9 Abs. 2 Bst. b), insbesondere bei teilweisem Ausschluss der Öffentlichkeit, denn diese Frage wird durch die eidgenössischen Prozessordnungen geregelt.

Digitalisierung

Das Kantonsgericht bleibt stark in die Umsetzung des Programms e-Justice eingebunden (sowie auf Bundesebene in das Projekt Justitia 4.0). Anne-Sophie Peyraud präsidiert den Lenkungsausschuss des Programms e-Justice. Dina Beti ist bzw. war Auftraggeberin mehrerer Projekte, darunter des laufenden Projekts Gestproc (Verfahrensmanagement), das Tribuna V3 ersetzen soll. Zudem fungierte sie während des grössten Teils des Jahres 2025 als Product-Ownerin dieses Projekts. Stéphanie Colella ist seit September 2025 Auftraggeberin des Projekts Demat (Phase II) und präsidiert seit Juni 2025 zudem die vom Programm e-Justice beauftragte Arbeitsgruppe zur KI. Vanessa Thalman präsidiert die Informatikkommission der Gerichtsbehörden und Cédric Steffen, der neue Generalsekretär des Kantonsgerichts, präsidiert das Informatikbüro der Gerichtsbehörden und vertritt den Kanton zudem in Justitia 4.0.

Das Kantonsgericht ist ausserdem weiterhin eine Pilotbehörde bei der Einführung der von e-Justice entwickelten Informatiklösungen (Exped, Nomadoc, Proofbox).

1.1.1.1.1 Arbeitsvolumen

Bei der Inspektion 2025 des Kantonsgerichts stellte der Justizrat fest, dass die Arbeitslast weiterhin besonders hoch ist und in mehreren Abteilungen weiter zunimmt. Der Anstieg der Geschäftslast, die zunehmende Komplexität der Geschäfte sowie die höheren verfahrensrechtlichen Anforderungen erhöhen den Druck auf die Magistratspersonen und das Personal deutlich. Der Justizrat hielt zudem fest, dass die Mechanismen der Umverteilung und Stellvertretung trotz des Engagements und der Solidarität innerhalb des Gerichts an ihre Grenzen gelangt sind. Er nimmt zur Kenntnis, dass das Kantonsgericht im Budgetverfahren 2027 das dritte Jahr in Folge erneut ein Gesuch um eine zusätzliche gerichtliche Personaleinheit stellen wird.

Zudem würdigte der Justizrat das anhaltende Engagement der Magistratspersonen des Kantonsgerichts in den digitalen und institutionellen Projekten, insbesondere im Rahmen des Programms e-Justice und von Justitia 4.0, sowie den Einsatz des Generalsekretariats und der beteiligten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	1296	*1272	1052	1000	996	970	1058
b) eingetragene Angelegenheiten	3249	2904	3043	2833	2750	2796	3160
c) erledigte Angelegenheiten	3270	3124	3095	2837	2776	2708	2994
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	*1275	1052	1000	996	970	1058	1224

* Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2023	2024	2025
Französisch	2346	2321	2596
Deutsch	407	373	371

Die 27 Vernehmlassungen zu Erlassentwürfen, in denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat, sind hier nicht mitenthalten.

Zivilrechtliche Höfe	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	224	*215	206	222	231	204	220
b) eingetragene Angelegenheiten	1279	1222	1350	1213	1191	1161	1247
c) erledigte Angelegenheiten	1285	1231	1334	1204	1218	1145	1186
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	*218	206	222	231	204	220	281

* Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2023	2024	2025
Französisch	1112	1046	1091
Deutsch	106	99	95

Strafrechtliche Höfe	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	182	148	130	171	184	200	226
b) eingetragene Angelegenheiten	534	446	465	501	487	513	654
c) erledigte Angelegenheiten	568	464	424	488	471	487	645
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	148	130	171	184	200	226	235

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2023	2024	2025
Französisch	395	430	559
Deutsch	76	57	86

Verwaltungsrechtliche Höfe	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
a) am 01.01. hängige Angelegenheiten	888	906	715	606	578	565	607
b) eingetragene Angelegenheiten	1417	1217	1204	1096	1051	1104	1235
c) erledigte Angelegenheiten	1399	1408	1313	1124	1064	1062	1136
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	906	715	606	578	565	607	706

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2023	2024	2025
Französisch	839	845	946
Deutsch	225	217	190

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1–30 Tge	1–3 Mte	3–6 Mte	6–12 Mte	1–2 J.	>2 J.
I. Zivilappellationshof	190	93	45	63	32	6
II. Zivilappellationshof	177	84	14	8	4	0
II. Zivilappellationshof – intern. Rechtsh.	208	14	0	0	0	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	112	30	1	2	0	0
Kindes- u. Erwachsenenschutzhof	53	29	20	1	0	0
Strafappellationshof	52	21	23	67	42	7
Strafkammer	110	120	151	32	20	0
I. Verwaltungsgerichtshof	42	56	39	31	30	4
II. Verwaltungsgerichtshof	36	21	43	46	35	16
III. Verwaltungsgerichtshof	56	105	17	12	4	0
Steuergerichtshof	18	45	27	50	14	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	17	18	9	76	67	4
II. Sozialversicherungsgerichtshof	28	45	32	54	39	0

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht inspizierte auf Delegation des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) das Zwangsmassnahmengericht, einen bedeutenden Teil der Staatsanwaltschaft, die Gerichte des Broye-, Greyerz-, Glane-, See- und Vivisbachbezirks, die Friedensgerichte des Glane-, Greyerz-, See-, Sense- und Vivisbachbezirks, die sieben Oberämter sowie die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Rekurskommission der Universität, die Enteignungskommission sowie die Schlichtungskommissionen in Mietsachen für den Sense- und Seebezirk und für die südlichen Bezirke (Glane, Greyerz, Broye und Vivisbach).

In seiner originären Zuständigkeit als Aufsichtsbehörde inspizierte das Kantonsgericht zudem das kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

Seit mehreren Jahren wird die Situation des I. Zivilappellationshofs in den Berichten des Kantonsgerichts als besorgniserregend eingestuft. Diese Einschätzung erklärt sich durch eine besonders hohe Arbeitslast, die zunehmende Komplexität der Geschäfte – namentlich im Familienrecht – sowie durch eine Behandlungsdauer, die in einer beträchtlichen Anzahl von Fällen weiterhin zu lang ist.

Das Jahr 2025 bildete leider keine Ausnahme. Die Pendenzen am 31. Dezember 2025 erreichten die symbolische Schwelle von 200 Fällen, wobei es Ende 2020 noch 132 gewesen waren. Sofern die Ressourcen nicht aufgestockt werden oder die Neueingänge nicht wider Erwarten deutlich zurückgehen, ist kurzfristig keine wesentliche Verbesserung absehbar. Diese Perspektive ist umso besorgniserregender, als die Magistratspersonen des I. Zivilappellationshofs auch in anderen, ihrerseits stark beanspruchten Abteilungen wichtige Aufgaben wahrnehmen.

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Die Arbeitslast des II. Zivilappellationshofs ist 2025 stabil geblieben. In seinen Zuständigkeitsbereichen wurden 297 Geschäfte eingetragen, was einem leicht höheren Niveau als im Vorjahr entspricht. Hervorzuheben ist ein spürbarer Anstieg der Beschwerden gegen Konkursöffnungen: 73 gegenüber einem Durchschnitt von 32 über die letzten zehn Jahre. Dieser Anstieg ist zu einem grossen Teil auf die Aufhebung von Art. 43 Ziff. 1 SchKG per 1. Januar 2025 zurückzuführen. Seit dieser Änderung kann die Nichtbezahlung von im öffentlichen Recht begründeten Forderungen ein Unternehmen in den Konkurs führen und nicht nur die Ausstellung eines Verlustscheins zur Folge haben. Die Zahl der erledigten Geschäfte belief sich auf 287 und lag damit nahezu auf dem Niveau der neu eingetragenen Geschäfte. Von den 55 Ende Jahr hängigen Geschäfte waren 43 seit weniger als drei Monaten hängig; lediglich zwei waren seit mehr als einem Jahr hängig.

Der II. Zivilappellationshof behandelt auch ausländische Rechtshilfeersuchen; 2025 waren es 218.

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Die Behandlung der Geschäfte der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Der Kindes- und Erwachsenenschutzhof verzeichnete 2025 einen leichten Anstieg der Neueingänge und damit eine erneute Überschreitung der 100er-Marke. Dies in einem Umfeld, in dem das Niveau der Neueingänge in den letzten Jahren insgesamt hoch war. Der Kindes- und Erwachsenenschutzhof konnte diesen Anstieg insbesondere dank der Unterstützung und Verfügbarkeit mehrerer Ersatzrichterinnen und -richter bewältigen, ohne die er sich in einer heiklen Lage befunden hätte.

Wie bereits 2024 festgestellt, beansprucht der Kindes- und Erwachsenenschutzhof die ihm angehörenden Richterinnen und Richter stark, weil die zu behandelnden Fälle häufig komplex und stark konfliktbeladen bzw. dringlich sind (Kindesplatzierungen, fürsorgerische Unterbringung usw.). Diese Situationen erfordern eine vorrangige Behandlung oder zumindest eine Erledigung innert Fristen, die den Bedürfnissen der betroffenen Kinder und Erwachsenen angepasst sind.

Hinzu kommt, dass die Richterinnen und Richter dieser Abteilung auch dem I. Zivilappellationshof, der Strafkammer und dem II. Verwaltungsgerichtshof angehören – Abteilungen, deren Arbeitslast bekanntermassen besonders hoch ist und in denen sie parallel dazu prioritäre oder ohnehin dringliche Geschäfte (insbesondere Haftsachen) zu behandeln haben.

Damit die Richterinnen und Richter dieser Abteilung den ihnen zugeteilten Geschäften die erforderliche Zeit widmen können, ohne die Behandlung der ihnen in den anderen Bereichen zugeteilten Beschwerden zu verzögern, ist eine Verstärkung der richterlichen und redaktionellen Kräfte unerlässlich.

1.1.1.2.6 Strafpappellationshof

Die sehr hohe Arbeitslast, die bereits in den vergangenen Jahren festgestellt wurde, hat auch 2025 angehalten. Obwohl der Strafpappellationshof systematisch mit zwei ordentlichen Richterinnen und Richtern und einer Ersatzrichterin oder einem Ersatzrichter urteilt, bestätigt die Zahl der Pendenzen zum Jahresende (132) die starke Belastung dieser Abteilung. Obwohl 2025 mit 73 öffentlichen Verhandlungen ein Rekordwert erreicht wurde und die Zahl der Erledigungen anstieg, sind die Pendenzen nicht zurückgegangen. Darüber hinaus werden die Fälle dieser Abteilung unabhängig von ihrer Anzahl zunehmend komplexer und die Dossiers umfangreicher – oftmals müssen

neue Beweisanträge behandelt und weitere Zwischenverfügungen erlassen werden (z. B. unentgeltliche Rechtspflege, partielles Nichteintreten usw.).

Die bereits in den Jahresberichten 2023 und 2024 geäußerte Befürchtung, nicht innerhalb der Frist von zwölf Monaten entscheiden zu können, eine Frist, die infolge einer Änderung der Strafprozessordnung seit dem 1. Januar 2024 einzuhalten ist, hat sich bestätigt.

Wie bereits in den vorangegangenen Berichten festgehalten, ist eine Aufstockung des Personalbestandes des Straffappellationshofs nötig (zusätzlich 1 Richter/in zur Aufnahme in den Turnus der Richter/innen-Berichterstatter/innen samt 1 Gerichtsschreiber/in), um die Geschäfte, die Vorbereitung der Verhandlungen und die Aufgaben der Verfahrensleitung besser zu verteilen. Das Kantonsgericht unternahm 2024 und 2025 entsprechende Schritte, jedoch ohne Erfolg.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der 2025 neu eingetragenen Geschäfte erreichte mit 443 einen Höchststand. Dies entspricht einer Zunahme von über 35 % (im Jahr 2024 waren es 323). Diese Zunahme lässt sich zwar teilweise durch eine hohe Anzahl von Beschwerden im Zusammenhang mit ein und derselben Problematik erklären. Dennoch erweist sie sich als konstant, wenn man bedenkt, dass im Jahr 2021 lediglich 266 Geschäfte hinzugekommen waren, und hat zur Folge, dass sich die Pendenzen weiter erhöht haben (auf 103 im Jahr 2025 gegenüber 93 im Vorjahr). Und dies trotz des unermüdlichen Einsatzes der Mitglieder der Strafkammer, die im Berichtsjahr mehr Geschäfte erledigt haben als 2024 (433 im Jahr 2025 gegenüber 318 im Vorjahr).

Die Lage ist ernst, zumal interne Lösungen naturgemäss begrenzt sind, wenn sie keine Schwächung anderer Abteilungen verursachen sollen. Bei bestimmten, insbesondere dringenden Fällen stösst zudem auch der Beizug von Ersatzrichterinnen und -richtern an seine Grenzen. Deshalb ist nun unbedingt kurzfristig eine Erhöhung des Personalbestandes der Strafkammer zu erwägen (zusätzlich 1 Richter/in samt 1 Gerichtsschreiber/in). Dies umso mehr, als die Mitglieder der Strafkammer auch Mitglieder zweier anderer Abteilungen sind (des I. Zivilappellationshofs und des Kindes- und Erwachsenenschutzhofs), die ebenfalls mit einer Überlastung konfrontiert sind.

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Der I. Verwaltungsgerichtshof verzeichnete 2025 einen Anstieg der Neueingänge um 33 % (von 157 im Jahr 2024 auf 209 im Jahr 2025). Im Bereich der fremdenpolizeilichen Streitigkeiten betrug der Anstieg knapp 30 %, ohne dass dafür ein Grund ersichtlich wäre. Erfreulicherweise nahm auch die Zahl der Erledigungen um 39 % zu, wodurch die Pendenzen am Ende des Jahres 2025 mit 83 gegenüber 76 im Vorjahr weitgehend stabil gehalten werden konnten. Da das Spektrum der vom I. Verwaltungsgerichtshof behandelten Materien sehr breit ist, erschwert die zunehmende Komplexität der Beschwerden die Arbeit seiner Richterinnen und Richter und Gerichtsschreiberinnen und -schreiber zusätzlich. Der I. Verwaltungsgerichtshof hofft, dass dieser starke Anstieg eine Ausnahme bleiben wird.

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Ein wesentlicher Teil der Arbeitslast des II. Verwaltungsgerichtshofs entfällt weiterhin auf Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Siedlungsverdichtung, der Dimensionierung der Bauzonen, Bauten in der Landwirtschaftszone und der Wiederherstellung des rechtmässigen Zustands. Die Arbeitslast bleibt sehr hoch. Die Neueingänge lagen 2025 erneut bei knapp 200 (195), und der seit 2021 festgestellte Anstieg der Neueingänge hält an. Die aktuelle Organisation des II. Verwaltungsgerichtshofs ermöglicht es, diese Menge zu bewältigen. So konnte er 197 Geschäfte erledigen, wodurch sich die Pendenzen von 124 auf 122 reduziert haben.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2025 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2025 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Die rückläufige Tendenz bei den Neueingängen, die in den letzten Jahren beobachtet wurde (420 im Jahr 2022, 405 im Jahr 2023 und 380 im Jahr 2024), hat sich 2025 nicht fortgesetzt: Mit 434 neuen Geschäften wurde der höchste Anstieg der letzten Jahre verzeichnet.

Dieser Anstieg konnte jedoch durch den parallelen Zuwachs der Gesamtzahl der Erledigungen aufgefangen werden (389 erledigte Geschäfte im Jahr 2025 gegenüber 356 im Jahr 2024), was auf eine in etwa stabile Entwicklung der Pendenzen schliessen lässt.

Der deutlichere Anstieg beim II. Sozialversicherungsgerichtshof erklärt sich im Wesentlichen durch eine neue interne Verteilung der Geschäfte, indem dem Gerichtshof vorübergehend die französischsprachigen IV-Streitigkeiten übertragen wurden (+35 neue IV-Geschäfte in der Abteilung 608). Im Gegenzug wurden auch redaktionelle Ressourcen vorübergehend verlagert: Im Verlauf des Jahres wurden 0,5 Gerichtsschreiber-VZÄ von der Abteilung 605 auf die Abteilung 608 übertragen. Gleichzeitig übernahm die Abteilung 608 26 zusätzliche Geschäfte, von denen Ende 2025 bereits sieben erledigt werden konnten. Ziel dieser Neuverteilung ist es, die Ressourcen und die Geschäfte zwischen den beiden Gerichtshöfen wieder ins Gleichgewicht zu bringen.

Daneben stellen beide Gerichtshöfe weiterhin einen Teil ihrer redaktionellen Ressourcen anderen Abteilungen zur Verfügung: Der I. Sozialversicherungsgerichtshof setzt seine enge Zusammenarbeit mit dem Strafappellationshof fort, während der II. Sozialversicherungsgerichtshof weiterhin zur Entlastung des Steuergerichtshofs und der allgemeinen Verwaltungsgerichtshöfe beiträgt.

Die statistisch nicht messbaren Komplexitätsmerkmale der Geschäfte sowie technische und detaillierte Vorbringen beeinflussen weiterhin die Arbeitslast und den Zeitaufwand, der auch für die Behandlung der «kleinen» Geschäfte erforderlich ist.

Der Präsident (Abteilung 605) und die Präsidentin (Abteilung 608) der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe konnten sich dennoch auch in diesem Jahr über das Engagement und die gute Laune aller Personen freuen, die seit nunmehr mehreren Jahren zur Stabilität einer solidarischen und gut eingespielten Zusammenarbeit beitragen. Sie danken den Gerichtsschreiberinnen und -schreibern, namentlich den berichterstattenden, ihren Richterkolleginnen und -kollegen (ordentlichen und Ersatzrichterinnen und -richtern) und dem unverändert speditiven und freundlichen Team der Gerichtsschreiberei.

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/innen

Berufsrichter/innen – Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2023	2024	2025
Beti Dina	Richterin	1	1	1
Boivin Marc	Richter	0.7	0.7	0.7
Chocomeli Alessia	Richterin	1	1	0.8
Colella Stéphanie	Richterin	1	1	1
Delabays Jérôme	Richter	1	1	1
Ducret Markus	Richter	1	1	1
Favre Michel	Richter	1	1	1
Frölicher Johannes	Richter	1	1	1
Gross Dominique	Richterin	0.6	0.6	0.6
Kiener Daniela	Richterin	0.5	0.5	0.5
Overney Catherine (bis 31.12.2025)	Richterin	1	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Richterin	1	1	1
Schneuwly Laurent	Richter	1	1	1
Sugnaux Marc	Richter	1	1	1
Thalmann Vanessa	Richterin	0.7	0.7	0.8
Thalmann El Bachary Cornelia	Richterin	0.5	0.5	0.6
Total VZÄ am 31.12.		14	14	14

Zu- und Abgänge / Nachfolge

Richterinnen und Richter

Die Kantonsrichterin Catherine Overney (100 %) ist per 31. Dezember 2025 in den Ruhestand getreten.

Catherine Overney wurde 1960 in Freiburg geboren und verbrachte ihre gesamte Schulzeit in der Kantonshauptstadt. Nach Erlangen der Maturität am Kollegium Gambach studierte sie Rechtswissenschaften an der Universität Freiburg und nahm 1983 das Lizentiat entgegen. 1987 vervollständigte sie ihre Ausbildung mit dem Anwaltspatent.

Im Jahr 1986 trat sie als Gerichtsschreiberin-Adjunktin beim Kantonsgericht in den Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit. Im Folgejahr wurde sie zudem juristische Sekretärin der Rekurskommission der Universität Freiburg, eine Funktion, die sie bis 1995 ausübte. Nachdem sie 1989 zur Ad-hoc-Chefgerichtsschreiberin beim Kantonsgericht ernannt worden war, trat sie 1992 in den Dienst der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, wo sie rund zwanzig Jahre als juristische Sekretärin und ab dem Jahr 2000 auch als Vollmitglied tätig war. In der Zwischenzeit war sie von 1994 bis 1995 auch Präsidentin ad hoc des Bezirksgerichts Saane.

Im März 2012 wählte der Grosse Rat Catherine Overney zur Kantonsrichterin. Sie gehörte sowohl Zivilgerichtshöfen wie auch dem Strafappellationshof an und hatte 2018 die Ehre, das Kantonsgericht zu präsidieren.

Mit ihrer direkten und pragmatischen Persönlichkeit, ihrer grossen Genauigkeit und Sorgfalt sowie ihrem starken Sinn für die Kollegialität prägte sie das Kantonsgericht und trug mit ihrem Engagement und ihrer grossen Arbeitskraft massgeblich zum reibungslosen Funktionieren der höchsten kantonalen Gerichtsbehörde bei. Besonders hervorzuheben sind ihr unermüdlicher Einsatz und ihre Flexibilität.

Ihr Interesse beschränkt sich jedoch nicht auf das Recht. Als Anhängerin des Leitspruchs «Mens sana in corpore sano» von Juvenal, widmet sie sich mit Begeisterung dem Fitness und Pilates. Sie betreibt die beiden Sportarten seit über zwanzig Jahren und unterrichtet sie auch in ihrem Heimatdorf Ependes.

Als Nachfolgerin von Catherine Overney wählte der Grosse Rat Catherine Christinaz, die bis dahin als Staatsanwältin tätig war und ihre Tätigkeit als Kantonsrichterin am 1. Januar 2026 aufgenommen hat.

Alessia Chocomeli (80 %) trat am 1. Mai 2025 als Nachfolgerin von Sandra Wohlhauser (100 %) in Funktion, die zur Bundesrichterin gewählt wurde. Mit Zustimmung des Justizrats wurden die verbleibenden 20 % auf Cornelia Thalmann El Bachary (+10 %) und Vanessa Thalmann (+10 %) verteilt.

Catherine Faller, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin, wurde bis zum Amtsantritt von Alessia Chocomeli vom 16. Dezember 2024 bis zum 30. April 2025 vorübergehend zur Ad-hoc-Richterin zu 80 % ernannt.

Die interne Funktion der richterlichen Ansprechperson für die Verwaltungsgerichtshöfe, die bisher von Johannes Frölicher wahrgenommen wurde, wurde am 1. Juli 2025 von Stéphanie Colella übernommen.

Nebenamtliche und wissenschaftliche Tätigkeiten der Richterinnen und Richter

Was die nebenamtlichen Tätigkeiten der Richterinnen und Richter angeht, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Notariatskommission. Im Rahmen des Programms e-Justice ist sie Auftraggeberin des Projekts Verfahrensmanagement, dessen Ziel die Auswahl und Umsetzung von Lösungen zur digitalen Steuerung gerichtlicher Geschäfte sowie der Ersatz der derzeit verwendeten Geschäftsverwaltung ist.

Marc Boivin ist ordentliches Mitglied der Anwaltskommission. Neben seiner Richtertätigkeit nahm er an Podiumsdiskussionen teil, namentlich im Rahmen des Filmfestivals «Santé Mentale et Prison», das der Verein Graap im April 2025 in Lausanne organisiert hat. Zudem ist er Lehrbeauftragter für Verwaltungsrecht im Rahmen des CAS Public Management an der Hochschule für Wirtschaft Freiburg und unterrichtete die Aspirantinnen und Aspiranten der Kantonspolizei zum Thema Menschenrechte. Schliesslich ist er weiterhin im Kulturbereich und insbesondere in der Humor- und Comedy-Szene aktiv.

Alessia Chocomeli unterrichtete die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten zur Voruntersuchung im Strafverfahren.

Stéphanie Colella ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Seit Juni 2025 präsidiert sie die neue, vom Programm e-Justice beauftragte Arbeitsgruppe zur KI. Seit September 2025 hat sie in diesem Programm zudem Dina Beti als Auftraggeberin des Projekts Dematerialisierung abgelöst.

Jérôme Delabays war bis am 30. Juni 2025 Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Er präsidiert den Lenkungsausschuss zur Einführung des Elternkonsens-Modells im Kanton Freiburg und unterrichtete die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten im Zivilprozess. Zudem hielt er einen Vortrag an der von der Universität Freiburg organisierten Tagung «Perspectiva» und wirkte im Rahmen des CAS Jugendgerichtsbarkeit («justice des mineurs») an einem Workshop mit. Er wirkt weiterhin als Autor an der ZPO online mit und beteiligt sich auch als Autor an der Neuausgabe des «Petit commentaire CPC».

Michel Favre ist Mitglied der Anwaltskommission. Er ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP («Ecole romande de la magistrature pénale») im Rahmen des CAS Strafrecht («magistrature pénale») und unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des Freiburger Anwaltsverbands für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten.

Johannes Frölicher ist Präsident des Justizrates und der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Ausserdem ist er gemeinsam mit dem Vorsteher der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion Mitauftraggeber des Programms e-Justice.

Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Ausserdem ist sie für die regelmässige Online-Aufdatierung zum Basler Kommentar, ZGB II, Baurechtsdienstbarkeit, Art. 779–779I ZGB, zuständig.

Daniela Kiener präsidiert die Rekurskommission der Universität Freiburg. Sie amtiert als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Sie ist auch Stellvertretende Präsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO).

Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung und Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist auch exekutive Auftraggeberin sowie Vorsitzende des Lenkungsausschusses und des Büros des Programms e-Justice. Ausserdem ist sie Präsidentin der «Association St-Camille» in Marly und ihrer Vorsorgestiftung.

Laurent Schneuwly ist Präsident der kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission und Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Ausserdem beteiligt er sich als Autor an der Neuausgabe des «Petit commentaire CPC».

Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission, Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen und Vorstandspräsident der Vereine «Le Bosquet» in Givisiez. Zudem ist er Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie sowie Präsident des SSO. Er beteiligt sich an der Ausbildung der Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten zur Vorbereitung auf die Prüfung in Verwaltungs- und Verwaltungsverfahrenrecht und leitete das jährliche Ausbildungsseminar für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten, das in Murten stattfand, unter dem Aspekt des Verwaltungsrechts mit. Im Rahmen des CAS Judikative der Schweizerischen Richterakademie unterrichtete er im Bereich der Kommunikation im Entscheidungsfindungsprozess. Ausserdem wirkte er an einer Lehrveranstaltung für Studierende der Universität Freiburg zum Einleitungstitel des Zivilgesetzbuches mit, und anlässlich einer Informationsveranstaltung für Freiburger Treuhandgesellschaften präsentierte er mit einer weiteren Person die jüngste Rechtsprechung im Bereich des Steuerrechts.

Cornelia Thalmann El Bachary ist seit 2025 Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Sie ist auch Mitglied des Vorstandes des Schulheims der Stiftung «Les Buissonnets».

Vanessa Thalmann ist Präsidentin der Informatikkommission der Gerichtsbehörden sowie Mitglied der Informatikkommission des Staates Freiburg und des Lenkungsausschusses des kantonalen Programms ELAN.

Weiterbildungen der Richterinnen und Richter

Die Weiterbildungsveranstaltungen, die die Richterinnen und Richter im Jahr 2025 besucht haben, sind in den Formularen aufgeführt, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Ersatzrichter/innen am 31.12.2025

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Mathias Boschung, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Debora Friedli-Bruggmann, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Marianne Jungo, Jean-Benoît Meuwly, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, Christian Pfammatter, Mischa Poffet, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller, Daniel Schneuwly, Patrick Schurtenberger, Philippe Tena, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher

Suzanne Fankhauser und Kurt Schwab haben im laufenden Jahr ihr Amt als Ersatzrichterin bzw. Ersatzrichter niedergelegt. Im Juni 2025 wurden Mischa Poffet und Patrick Schurtenberger, beide Gerichtsschreiber am Bundesgericht, zu deutschsprachigen Ersatzrichtern gewählt: Ersterer für Verwaltungsrecht und Sozialversicherungsrecht, Letzterer für die Zivil- und Strafabteilungen, insbesondere zur Beurteilung von Beschwerden gegen Entscheide des Gerichts des Sensebezirks, wo Mathias Boschung (Ersatzrichter am Kantonsgericht) zum Präsidenten ernannt wurde und diese Geschäfte deshalb nicht mehr behandeln kann.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2023	2024	2025
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	21.25	21.75	21.75
Total VZÄ Juristische Praktikantinnen/Praktikanten	5	5	5
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	13.6	13.6	13.6
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	2	2	2
Total	41.85	42.35	42.35

Aktuelle Situation

Der Stellenbestand der Kantonsrichterinnen und -richter bleibt unverändert und beträgt **14 VZÄ**.

Auch die Situation der Gerichtsschreiberei hat sich seit 2024 nicht verändert. Der Personalbestand des Kantonsgerichts (unbefristete Anstellungen) (ohne Kantonsrichterinnen und -richter) setzt sich wie folgt zusammen (in VZÄ):

Generalsekretär:	1
Gerichtsschreiber/innen:	21,75
Verwaltungsadjunktin:	1
Sekretärinnen/Sekretäre:	11,5
Gerichtsweibel:	1
Zugewiesener Bibliothekar:	0,1

Total **36,35** (unverändert gegenüber 2024)

Die Kantonsrichterinnen und -richter und der Personalbestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts umfassen zusammen insgesamt **50,35 VZÄ**.

Rechnet man die befristeten Anstellungen, die Gerichtsschreiberpraktikantinnen und -praktikanten und die Lernenden hinzu, sind insgesamt 75 Personen am Kantonsgericht tätig:

Kantonsrichterinnen/-richter	16
Generalsekretär	1
Gerichtsschreiber/innen	30
Verwaltungspersonal	21
GS-Praktikantinnen/-Praktikanten	5 (in der Regel 10 im Jahr)
Lernende	2

Total **75** (unverändert gegenüber 2024)

Diese Zahlen umfassen die beiden «e-Justice»-Gerichtsschreibenden (je 50 %), eine Verwaltungsadjunktin, 16 Sekretärinnen und Sekretäre einschliesslich Buchhalterinnen und Buchhalter und Bibliothekar, einen Gerichtsschreiber und eine Gerichtarchivarin bzw. einen Gerichtarchivaren zu 10 % (angestellt beim Amt für Justiz).

Zu- und Abgänge

Generalsekretariat

Frédéric Oberson wurde per 1. Juli 2025 zum Generalsekretär des Grossen Rates gewählt. Cédric Steffen wurde ab diesem Datum zum Generalsekretär des Kantonsgerichts (100 %) ernannt. Dies führte zu einer Kaskade interner personeller Verschiebungen und zu einer neuen Organisation innerhalb des Kantonsgerichts. Seither bekleidet Muriel Zingg die Stelle als Stellvertretende Generalsekretärin (30 %), während sie weiterhin zu 40 % als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin tätig ist. Ludovic Farine ist neu Stellvertreter des Generalsekretärs und weiterhin Präsidialgerichtsschreiber für die Zivilabteilungen (20 %) sowie Gerichtsschreiber-Berichterstatter (60 %). Sandra Ayan ist Präsidialgerichtsschreiberin für die Strafabteilungen (50 %) sowie Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin (30 %). Isabelle Schuwey ist neu Präsidialgerichtsschreiberin für die Verwaltungsabteilungen (20 %) und weiterhin Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin (50 %).

Gerichtsschreiberinnen und -schreiber

Mehrere Gerichtsschreiberinnen wechseln in ein Richteramt!

Pauline Volery (100 %) wurde per 1. August 2025 zur Friedensrichterin am Friedensgericht des Broyebezirks gewählt. Zu ihrer Nachfolge sowie zum Ausgleich der zuvor erwähnten internen Verschiebungen wurden per 1. November 2025 Mélanie Eggertswyler (100 %) und Dunia Vaucher-Crameri (70 %) angestellt, die den Zivil- und Strafabteilungen zugeteilt wurden.

Anne-Françoise Boillat (50 %) wurde per 1. Oktober 2025 zur Kantonsrichterin im Kanton Jura gewählt. Maude Roy-Gigon (70 %) wurde per 1. Januar 2026 zur Präsidentin der Schlichtungskommission in Mietsachen für den Saanebezirk gewählt. Gleichzeitig reduzierte sie ihr Pensum am Kantonsgericht um 20 % auf neu 50 %. Maude Favarger (50 %) hat ihre Stelle am Kantonsgericht gekündigt. Diese Abgänge wurden ausgeglichen durch die Anstellung von Tania Chenaux (90 %) per 1. November 2025 sowie durch eine Erhöhung des Arbeitspensums von Magalie Bapst (50%) um 30 %, die ab 1. Januar 2026 mit einem Pensum von 80 % tätig ist.

Florian Mauron wurde für zwei Monate (verlängerbar bis auf sechs Monate) zum Ad-hoc-Richter zu 60 % am Zivilgericht des Saanebezirks ernannt, um die Abwesenheit einer Magistratin zu überbrücken. Er nahm seine Tätigkeit am 1. Oktober 2025 auf und bleibt während dieser Zeit weiterhin zu 30 % als Gerichtsschreiber am Kantonsgericht tätig.

Bernhard Schaaf reduzierte sein Arbeitspensum um 10 % auf 90 %, und Timothy Schertenleib erhöhte seines um 10 % auf 70 %. Timothy Schertenleib wurde in der Folge per 1. Oktober 2025 als Gerichtsschreiber am Bundesgericht angestellt. Seine Stelle (70 %) wurde ab diesem Datum vom ehemaligen Gerichtsschreiberpraktikanten Steve Bangerter übernommen.

Zur Überbrückung von Personalausfällen (Mutterschaftsurlaub, Krankheit, Stellvertretungen) nahm das Kantonsgericht zahlreiche befristete Anstellungen mit unterschiedlichen Beschäftigungsgraden vor (Amélie Kolly, Francesco Montaldi, Nadine Durot, Elena Turrini, Désirée Cuennet, Natassia Bangerter).

Die beiden befristeten «e-Justice»-Gerichtsschreiberstellen zu je 50 % sind weiterhin mit Magalie Bapst (seit dem 1. Januar 2023) und Pascal Tabara (seit dem 1. Mai 2023) besetzt. Die unbefristete Stelle, die dem Kantonsrichter Johannes Frölicher zugeordnet ist, ist Julien Delaye (100 %) zugeteilt.

Verwaltungspersonal

Nach dem Rücktritt der beiden deutschsprachigen Sekretärinnen Helen Maeder (50 %) und Livia Jeckelmann (100 %) per 31. Mai 2025 stellte das Kantonsgericht Ilaria Valentino (90 % per 1. Juni 2025) und Brigitte Aebersold (60 % per 1. Juli 2025) an. Letztere verliess das Kantonsgericht am 31. Dezember 2025 nach Ablauf ihrer Probezeit, um in die Privatwirtschaft zurückzukehren. Ilaria Valentino erhöhte ihr Pensum per 1. Januar 2026 auf 100 %. Parallel dazu wurde Simone Theureau per 1. Februar 2026 als deutschsprachige Sekretärin zu 50 % angestellt. Lisa Andrey ist weiterhin befristet zu 40 % angestellt und setzt gleichzeitig ihre Ausbildung fort.

Eine junge Stellensuchende wurde infolge der krankheitsbedingten Abwesenheit einer Mitarbeiterin für einige Wochen als Aushilfe am Empfang angestellt.

Melyssa Barrat, Lernende im 3. Lehrjahr, hat die Prüfungen zur Kauffrau EFZ mit integrierter Berufsmaturität mit Bravour bestanden. Sie verliess das Kantonsgericht am 31. Juli 2025. Violeta Baro begann am 1. August 2025 eine Lehre zur Kauffrau EFZ.

Personalbetreuung

Das Personal der Gerichtsschreiberei wird jährlich nach der Personalgesetzgebung beurteilt.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Die Präsidentin, weitere Kantonsrichterinnen und -richter und der Generalsekretär nahmen an den Veranstaltungen teil, zu denen das Kantonsgericht eingeladen wurde.

Die Präsidentin nahm an der fünfzehnten eidgenössischen Justizkonferenz teil, die das Bundesgericht im Kanton Thurgau ausgerichtet hat.

Richterinnen und Richter nahmen an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in Andermatt teil.

Die Richterinnen und Richter des Strafappellationshofs nahmen am Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Waadt, Neuenburg und Freiburg (INTERCAP) in Genf teil.

Zwei Kantonsrichterinnen und -richter und eine Vertretung der strafrechtlichen Gerichtsschreiberinnen und -schreiber nahmen an der Generalversammlung der Schweizerischen kriminalistischen Gesellschaft in Zürich teil.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Gerichtsschreiberinnen und -schreiber

Aleksandra Bjedov arbeitet zu 10 % für das Programm e-Justice und ist zudem Auftraggeberin des Projekts Gendoc (Dokumentengenerierung). Sie erteilt in einem Fachverband der Beschaffungsfachpersonen Unterricht im Vertragsrecht zur Vorbereitung der Kandidatinnen und Kandidaten auf die eidgenössische Berufsprüfung. Zudem

unterrichtet sie im Rahmen der Ausbildung der Rettungssanitäterinnen und -sanitäter Recht an einem Ausbildungszentrum.

Mélanie Eggertswyler unterrichtet die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten im erstinstanzlichen Strafprozessrecht und wirkt an einem für sie bestimmten Seminar mit.

Catherine Faller unterrichtet die Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten zum Thema strafprozessuale Beschwerde und Revision. Ausserdem ist sie Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP im Rahmen des CAS Strafsudikative. Des Weiteren unterrichtet sie die Polizeiaspirantinnen und -aspiranten am interregionalen Polizeiausbildungszentrum in Freiburg gemeinsam mit Marc Sugnaux und Marc Boivin zum Thema Menschenrechte.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2025 (état au 31.12.) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2025 (Stand 31.12.)

Présidente / Präsidentin

Anne-Sophie Peyraud

Vice-président / Vizepräsident

Markus Ducret

Membres / Mitglieder

Dina Beti

Marc Boivin

Alessia Chocomeli

Stéphanie Colella

Jérôme Delabays

Michel Favre

Johannes Frölicher

Dominique Gross

Daniela Kiener

Catherine Overney (jusqu'au/bis 31.12.2025)

Laurent Schneuwly

Marc Sugnaux

Vanessa Thalmann

Cornelia Thalmann El Bachary

Juges suppléant/e/s / Ersatzrichter/innen

Annick Ahtari

François-Xavier Audergon

Felix Baumann

Olivier Bleicker

Mathias Boschung

Sonia Bulliard Grosset

Jenny Castella

Francine Defferrard

Debora Friedli-Bruggmann

Caroline Gauch

Tarkan Göksu

Catherine Hayoz

Michel Heinzmann

Marianne Jungo

Jean-Benoît Meuwly

Séverine Monferini Nuoffer

Jean-Luc Mooser

Bruno Pasquier

Christian Pfammatter

Mischa Poffet

Juges suppléant/e/s / Ersatzrichter/innen

Armin Sahli
Jean-Marc Sallin
Sandrine Schaller
Daniel Schneuwly
Patrick Schurtenberger
Philippe Tena
Catherine Yesil-Huguenot
Marc Zürcher

Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe**I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

Président / Präsident	Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Alessia Chocomeli
	Laurent Schneuwly
	Cornelia Thalmann El Bachary

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Présidente / Präsidentin	Dina Beti
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Michel Favre
	Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente / Präsidentin	Catherine Overney
Membres / Mitglieder	Michel Favre
	Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente / Präsidentin	Alessia Chocomeli
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Laurent Schneuwly
	Vanessa Thalmann

Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/ Vizepräsidenten und Mitglieder	Catherine Overney Marc Boivin Markus Ducret

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/ Vizepräsident und Mitglieder	Alessia Chocomeli Jérôme Delabays

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Vice-présidentes et membres / Vizepräsidentinnen und Mitglieder	Dina Beti Dominique Gross Stéphanie Colella

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Johannes Frölicher
Vice-présidentes et membres / Vizepräsidentinnen und Mitglieder	Dominique Gross Anne-Sophie Peyraud Cornelia Thalmann El Bachary Vanessa Thalmann

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Dominique Gross
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/ Vizepräsident und Mitglieder	Johannes Frölicher Dina Beti Stéphanie Colella

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Vice-présidentes et membres / Vizepräsidentinnen und Mitglieder	Dina Beti Daniela Kiener

I^o Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Marc Boivin
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentinnen/	Dominique Gross
Vizepräsident und Mitglieder	Marc Sugnaux
	Vanessa Thalmann
	Stéphanie Colella

II^o Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident	Daniela Kiener
Vice-président-e-s et membres / Vizepräsidentin/	Marc Sugnaux
Vizepräsidenten und Mitglieder	Johannes Frölicher
	Anne-Sophie Peyraud

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	142	143	149
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	470	467	480
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	469	461	429
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	143	149	200

Provenance / Herkunft	2023	2024	2025
Sarine / Saane	70	75	81
Singine / Sense	10	7	4
Gruyère / Greyerz	50	41	35
Lac / See	16	18	16
Glâne / Glane	14	28	13
Broye/ Broye	27	31	17
Veveyse / Vivisbach	24	15	16
Justice de paix de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	1	0	1
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	0	0
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	1	0	3
Justice de paix de la Veveyse / Friedensgericht des Vivisbachbezirks	0	0	2
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	3	0	0
Autres / Andere	252	246	241
Total	469	461	429

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admis / Guttheissung	39	27	32
Admis partiellement / Teilweise Guttheissung	104	87	78
Admission avec renvoi / Guttheissung mit Rückweisung	6	10	10
Rejet / Abweisung	83	78	77
Irrecevables / Nichteintreten	20	22	12
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	4	13	17
Retrait / Rückzug	6	19	11
Transaction - ratification / Vergleich - Genehmigung	3	2	5
Passe expédient/Nouvelle décision aut. inf. / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	0	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	34	45	38
AJ (avec avocat/e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	142	124	106
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	22	21	32
AJ (avec avocat/e) partiellement octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	4	5	5
AJ (sans avocat/e) partiellement octroyée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	0	0	1
AJ (sans avocat/e) octroyée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	0	1
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	2	4	2
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	3	1
Total	469	461	429

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2023	2024	2025
Droit des personnes / Personenrecht	2	1	2
Droit de la famille / Familienrecht	105	91	81
dont mesures protectrices de l'union conjugale / davon Eheschutzmassnahmen	44	42	34
Droit des successions / Erbrecht	4	2	4
Droit réels / Sachenrecht	10	6	7
Droit des obligations / Obligationenrecht	13	16	9
Assurance / Versicherung	0	1	0
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	1	1	0
Restitution de délai / Wiederherstellung	0	2	1
Récusation / Ausstand	7	7	3
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	1	4	3
Entraide judiciaire en matière civile / Rechtshilfe in Zivilsachen	0	2	0
Conciliation / Schlichtung	2	3	3
Frais de justice / Gerichtskosten	3	2	2
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	7	5	5
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	5	2	3
Sûretés / Sicherheiten	3	1	4
Exécution / Vollstreckung	2	2	1
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	63	79	77
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	36	52	44
Appel joint / Anschlussberufung	0	0	5
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	14	11	10
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	179	158	155
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	5	6	3
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	2	2	3
Révision / Revision	0	1	0
Interprétation et rectification / Erläuterung und Berichtigung	3	1	4
Divers / Verschiedenes	2	3	0
Total	469	461	429

Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	66	45	54
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	441	460	515
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	462	451	509
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	45	54	60

Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale. / *Internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.*

Provenance / Herkunft	2023	2024	2025
Sarine / Saane	77	67	92
Singine / Sense	11	11	16
Gruyère / Greyerz	34	36	32
Lac / See	14	17	4
Glâne / Glane	17	8	20
Broye/ Broye	16	12	12
Veveyse / Vivisbach	21	14	16
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	182	213	222
Autres / Andere	90	73	95
Total	462	451	509

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	63	51	80
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	7	9	8
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	2	4
Rejet / Abweisung	76	65	72
Irrecevables / Nichteintreten	36	21	29
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	43	41	35
Transaction - ratification / Vergleich - Genehmigung	2	2	0
Retrait / Rückzug	6	3	6
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0	1
AJ (avec avocat/e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	6	3	3
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	3	5	4
AJ (sans avocat/e) octroyée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	1	0	1
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	2	8	6
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	1	2	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	29	26	35
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfe	182	213	222
par arrêt / mit Urteil	6	6	4
par transmission simple / ohne Urteil	176	207	218
Total	462	451	509

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2023	2024	2025
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	3	2	0
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	14	17	15
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	1	0	0
Travail / Arbeit	9	11	8
Bail / Mietgerichtsbarkeit	27	15	16
Enlèvement international d'enfant / internationale Kindesentführung	4	3	0
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	131	116	153
dont faillites / davon Konkurse	37	31	67
dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen	94	85	86
Annulation et suppression de la poursuite / Aufhebung und Einstellung der Betreuung	2	3	4
Poursuite pour dettes / Schuldbetreibung	0	1	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	55	44	73
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	1	0	0
Procédure concordataire / Nachlassverfahren	1	0	0
Interprétation et rectification / Erläuterung und Berichtigung	0	0	1
Deontologie / Berufsethik	1	0	0
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	1	1	3
Frais de justice / Gerichtskosten	2	3	1
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	3	3	5
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	1	1	0
Sûretés / Sicherheiten	3	3	0
Révision / Revision	1	0	1
Mémoire préventif / Schutzschrift	1	0	0
Séquestre / Arrest	2	0	1
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	6	4	0
Entraide judiciaire internationale / Internationale Rechtshilfe	182	213	222
Propriété intellectuelle et protection des données / Geistiges Eigentum und Datenschutz	10	1	2
Concurrence déloyale / unlauterer Wettbewerb	1	0	0
Récusation / Ausstand	0	7	1
Conciliation / Schlichtung	0	1	0
Exécution / Vollstreckung	0	1	1
Arbitrage / Schiedsgerichtsbarkeit	0	1	0
Total	462	451	509

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	9	7	6
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	152	136	148
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	154	137	145
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	7	6	9

Provenance / Herkunft	2023	2024	2025
Sarine / Saane	26	36	28
Singine / Sense	1	5	5
Gruyère / Greyerz	6	7	9
Lac / See	9	2	9
Glâne / Glane	2	8	5
Broye/ Broye	8	2	3
Veveyse / Vivisbach	8	3	5
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	53	52	59
Autres / Andere	41	22	22
Total	154	137	145

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	22	9	10
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	3	5	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0	2
Rejet / Abweisung	40	40	42
Irrecevables / Nichteintreten	6	4	11
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	5	2
Sans objet / Gegenstandslos	18	16	19
Retrait / Rückzug	0	2	3
Visé / Geprüft	51	51	54
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	7	3	1
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	0	2	0
Total	154	137	145

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2023	2024	2025
Plaintes / Beschwerden	63	64	63
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	1	2
Récusation / Ausstand	0	1	0
Séquestre / Arrest	0	3	4
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	1	0	2
Réalisation forcée des immeubles / Zwangsverwertung von Grundstücken	2	0	3
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	51	51	54
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	9	5	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	16	10	14
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	10	2	2
Total	154	137	145

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2023	2024	2025
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	73	69	78
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	37	26	32
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	34	26	27
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	10	16	8
Total	154	137	145

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	14	9	11
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	128	98	104
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	133	96	103
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	9	11	12

Provenance / Herkunft	2023	2024	2025
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	30	17	31
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	5	6	2
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	7	9	6
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	7	4	5
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	6	4	7
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	8	10	7
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	10	8	4
Autres / Andere	60	38	41
Total	133	96	103

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	8	11	11
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	9	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	2	5
Irrecevables / Nichteintreten	11	9	11
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1	3
Rejet / Abweisung	37	27	32
Retrait / Rückzug	2	1	2
AJ (avec avocat/e) octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	29	15	25
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	10	10	2
AJ (avec avocat/e) partiellement octroyée / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise verweigert	1	1	0
AJ (sans avocat/e) octroyée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	1	0	1
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	0	2	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	18	8	4
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0	0
Transaction / ratification – Vergleich - Genehmigung	1	0	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	3	0	0
Total	133	96	103

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2023	2024	2025
Recours / Beschwerde	60	48	57
dont placements à des fins d'assistance / davon fürsorgerische Unterbringung	14	10	21
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	19	11	18
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	27	27	18
Assistance judiciaire (requête) / URP (Gesuch)	43	29	29
Assistance judiciaire (recours) / URP (Beschwerde)	2	2	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	16	6	12
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	2	0	1
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	1	0
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	1	0
Sûretés / Sicherheiten	0	1	0
Déni de justice ou retard injustifié / Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung	2	6	1
Récusation / Ausstand	3	1	2
Déontologie / Berufsethik	1	0	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / URP, Höhe der Entschädigung	2	1	0
Total	133	96	103

1.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	128	112	133
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	185	190	211
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	201	169	212
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	112	133	132

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2023	2024	2025
Sarine / Saane	27	19	43
Singine / Sense	8	7	7
Gruyère / Greyerz	9	2	11
Lac / See	15	4	6
Glâne / Glane	3	4	2
Broye/ Broye	11	3	6
Veveyse / Vivisbach	2	2	1
Total	75	41	76

Juge de police / Pöizeirichter/in	2023	2024	2025
Sarine / Saane	41	37	36
Singine / Sense	6	10	6
Gruyère / Greyerz	9	9	10
Lac / See	9	9	20
Glâne / Glane	4	12	4
Broye/ Broye	12	11	13
Veveyse / Vivisbach	8	4	8
Total	89	92	97

	2023	2024	2025
Tribunal pénal des mineurs / Jugendstrafgericht	1	3	1
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	5	5	2
Ministère public / Staatsanwaltschaft	4	0	4
Autres / Andere	27	28	32
Total	37	36	39

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	20	17	15
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	41	25	42
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0	1
Rejet / Abweisung	76	63	65
Irrecevables / Nichteintreten	19	13	12
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	0	3
Sans objet / Gegenstandslos	27	31	48
Retrait / Rückzug	11	7	13
AJ (avec avocat/e) accordée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	1	6	3
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	5	2	5
AJ (sans avocat/e) accordée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	1	0
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) veweigert	0	1	3
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	2
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	2	0
Total	201	169	212

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2023	2024	2025
Appels / Berufungen	170	141	184
Appels joints/ Anschlussberufungen	0	0	3
Recours contre refus de défense d'office / Beschwerde gegen die Verweigerung einer amtliche Verteidigung	0	0	5
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	0	1	1
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	1	2	0
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	20	18	9
Révision / Revision	10	4	10
Récusation / Ausstand	0	3	0
Total	201	169	212

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	56	88	93
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	302	323	443
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	270	318	433
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	88	93	103

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2023	2024	2025
Sarine / Saane	8	4	5
Singine / Sense	1	1	0
Gruyère / Greyerz	0	1	3
Lac / See	2	0	2
Glâne / Glane	0	0	1
Broye/ Broye	4	0	0
Veveyse / Vivisbach	0	0	1
Total	15	6	12

Juge de police / Polizeirichter/in	2023	2024	2025
Sarine / Saane	10	4	8
Singine / Sense	1	3	5
Gruyère / Greyerz	3	3	5
Lac / See	0	2	3
Glâne / Glane	2	0	1
Broye/ Broye	5	1	1
Veveyse / Vivisbach	1	0	0
Total	22	13	23

*Préfecture / Oberamt	2023	2024	2025
Sarine / Saane			0
Singine / Sense			0
Gruyère / Greyerz			1
Lac / See			1
Glâne / Glane			80
Broye/ Broye			1
Veveyse / Vivisbach			3
Total			86

*Pour les années 2023 et 2024, la provenance "Préfecture" était incluse dans la rubrique "Autres". / Für die Jahre 2023 und 2024 wurde die Herkunft „Präfektur“ der Rubrik „Andere“ zugeordnet.

	2023	2024	2025
Ministère public / Staatsanwaltschaft	156	193	177
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	1	1	0
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	22	29	34
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	2	6	11
Autres / Andere	52	70	90
Total	270	318	312

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	21	25	50
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	11	12	12
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	24	17	105
Rejetés / Abweisung	100	118	111
Irrecevables / Nichteintreten	69	65	36
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	16	26
Retirés / Rückzug	4	6	10
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	3	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	22	22	16
AJ (avec avocat/e) accordée / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	4	19	37
AJ (avec avocat/e) refusée / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	4	7	20
AJ (avec avocat/e) partiellement accordée / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	0	0	1
AJ (sans avocat/e) refusée / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	6	7	7
Désignation / Bezeichnung	0	1	0
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	1	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	1	0
Total	270	318	433

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2023	2024	2025
Recours / Beschwerden	177	208	339
Indemnité et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	5	3	4
Récusation / Ausstand	18	20	19
Assistance judiciaire et défense d'office / URP und amtliche Verteidigung	46	49	49
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	1	0	0
Déni de justice /retard injustifié / Rechtsverweigerung/Rechtsverzögerung	6	3	3
Consultation du dossier / Akteneinsicht	0	3	0
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	1	2	0
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	0	1	0
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	0	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	6	13	9
Mesures de surveillance / Überwachungsmaßnahmen	0	2	0
Séquestre / Arrest	10	13	9
Langue de la procédure / Verfahrenssprache	0	1	0
Total	270	318	433

1.1.3.3 Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	67	64	76
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	161	157	209
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	164	145	202
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	64	76	83
Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	10	12	14
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	7	3	5
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	4	16
Rejet / Abweisung	67	55	63
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1	6
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	14	16	21
Retrait / Rückzug	2	4	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	4	6	5
Transaction / Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	28	28	34
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0	2
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	5	7	4
Assistance judiciaire partiellement accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	1	0	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	11	5	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	0	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	3	2	9
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	1	0
Total	164	145	202

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Etablissement et séjour / Niederlassung und Aufenthalt	15	48	63	50	13
Droits politiques / Politische Rechte	0	3	3	3	0
Agents des collectivités publiques / Amtsträger der Gemeinwesen	21	23	44	24	20
Affaires communales / Gemeindeangelegenheiten	1	2	3	1	2
Responsabilité des collectivités publiques / Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger	9	3	12	10	2
Ecole et formation / Schule und Bildung	3	12	15	11	4
Exécution des peines et mesures / Straf- und Massnahmenvollzug	2	7	9	8	1
Acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger / Grundstückserwerb durch Personen im Ausland	1	1	2	1	1
Avocat/e/s, notaires / Anwältinnen/Anwälte, Notarinnen/Notare	2	9	11	7	4
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts	1	4	5	3	2
Loi sur l'information et l'accès aux documents / Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten	2	7	9	5	4
Autres / Andere (art. 23 al. 2 RTC)	0	2	2	1	1
Récusation / Ausstand	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	0	1	1	0	1
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	2	2	2	0
Procédure autres / Verfahren andere	1	0	1	0	1
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	4	25	29	19	10
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	18	18	17	1
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	4	4	2	2
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	12	36	48	34	14
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	2	1	3	3	0
Total	76	209	285	202	83

Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	182	143	124
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	174	202	195
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	213	221	197
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	143	124	122
Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	26	38	35
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	9	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	6	14	20
Rejet / Abweisung	90	74	80
Irrecevabilité / Nichteintreten	6	8	6
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	14	15	6
Retrait / Rückzug	18	17	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	0	2	1
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	1	1	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	40	43	34
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	1
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	0	0	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	0	0
Total	213	221	197

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / Raumplanung und Bauwesen	99	97	196	104	92
Protection de la nature et du paysage / Natur- und Heimatschutz	1	2	3	3	0
Protection de l'environnement / Umweltschutz	1	1	2	1	1
Expropriation/ Forstwesen	4	0	4	2	2
Forêts / Enteignung	0	1	1	1	0
Energie / Energie	1	0	1	1	0
Marchés publics / Beschaffungswesen	1	10	11	8	3
Protection contre les incendies et les éléments naturels / Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden	4	2	6	6	0
Domaine public / Öffentliche Sachen	0	2	2	0	2
Requête de sûretés / Begehren auf Sicherstellung	0	2	2	1	1
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	0	2	2	2	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	1	7	8	7	1
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	11	41	52	32	20
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	26	26	26	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	1	0	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)	0	1	1	1	0
Total	124	195	319	197	122

IIIe Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	31	43	39
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	188	199	216
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	176	203	194
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	43	39	61

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	4	2	2
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	1	5	0
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	7	7	4
Rejet / Abweisung	62	62	64
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	0	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	30	47	36
Retrait / Rückzug	20	34	43
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	3	4	4
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	0	0	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	44	30	30
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	3	2
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	1	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	3	5	4
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	0	2	4
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	0	0
Total	176	203	194

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Circulation routière et transports / Strassenverkehr und Transportwesen	18	110	128	104	24
Droit social / Sozialrecht	3	3	6	5	1
Agriculture / Landwirtschaft	1	2	3	2	1
Economie / Wirtschaft	3	1	4	1	3
Commerces et établissements publics / Handel und Gastgewerbe	1	3	4	3	1
Animaux / Tiere	1	2	3	1	2
Santé publique / Öffentliche Gesundheit	2	1	3	2	1
Récusation / Ausstand	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	1	1	1	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	1	1	2	2	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	4	4	1	3
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	4	27	31	20	11
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	1	11	12	12	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	2	36	38	29	9
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	2	13	15	10	5
Total	39	216	255	194	61

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	41	55	84
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	123	166	182
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	109	137	154
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	55	84	112

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	5	3	10
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	11	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	11	13	14
Rejet / Abweisung	36	53	37
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	11	15	25
Retrait / Rückzug	20	13	16
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	10	12	24
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	0	5
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	7	10	6
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	4
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	2	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	1	0	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	0	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	1	1	3
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	0	0
Reformatio in pejus / Reformatio in pejus	0	3	0
Total	109	137	154

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen	59	91	150	80	70
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Personen	4	19	23	12	11
Impôt à la source / Quellensteuer	2	2	4	4	0
Impôt sur les gains immobiliers / Grundstückgewinnsteuer	1	0	1	1	0
Impôts communaux / Gemeindesteuern	0	2	2	1	1
Impôts paroissiaux / Pfarreiteuern	0	2	2	2	0
Droits de mutation et gages immobiliers / Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe	3	3	6	3	3
Impôts sur les successions et les donations / Erbschafts- und Schenkungssteuer	1	2	3	0	3
Contribution immobilière / Liegenschaftssteuer	0	1	1	0	1
Impôt destiné à compenser la diminution aire agricole / Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland	0	1	1	1	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / Wehrpflichtersatz	1	2	3	1	2
Taxe de séjour / Aufenthaltstaxe	0	22	22	22	0
Contributions publiques communales / Öffentliche kommunale Abgaben	3	6	9	3	6
Taxes cantonales / Kantonale Abgaben	0	12	12	7	5
Amendes d'ordre / Ordnungsbussen	0	3	3	3	0
Emoluments administratifs / Verwaltungsgebühren	2	1	3	2	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / Steuerhinterziehung und Nachsteuer	4	6	10	4	6
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	1	1	1	0
Révision / Revision	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	1	0	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	3	5	8	5	3
Total	84	182	266	154	112

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	145	149	162
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	230	208	185
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	226	195	191
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	149	162	156
Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	11	22	16
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	21	8	13
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	12	18	18
Rejet / Abweisung	108	84	90
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	2	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	4	11	7
Retrait / Rückzug	11	8	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/ Neuer Entscheid Vorinstanz	13	6	4
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	1	0	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	10	20	10
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	16	4	9
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	8	2	1
Assistance judiciaire partiellement accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) teilweise gewährt	3	0	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	4	1	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	1	2	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	7	2
Total	226	195	191

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	25	22	47	30	17
Assurance-accidents / Unfallversicherung	64	53	117	56	61
Assurance-chômage / Arbeitslosenversicherung	51	65	116	61	55
Assurance militaire / Militärversicherung	1	0	1	0	1
Allocations familiales / Familienzulagen	0	3	3	2	1
Aide sociale / Sozialhilfe	3	10	13	8	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	2	2	2	0
Révision / Revision	0	3	3	1	2
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	1	2	3	1	2
Procédure autres / Verfahren andere	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	1	9	10	7	3
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	3	3	3	0
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	16	12	28	19	9
Total	162	185	347	191	156

**Ile Cour des assurances sociales /
II. Sozialversicherungsgerichtshof**

	2023	2024	2025
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	112	111	122
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	175	172	248
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	176	161	198
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	111	122	172

Modes de liquidation / Erledigungsarten	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	16	6	7
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	8	19	11
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	13	14	16
Rejet / Abweisung	62	55	70
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	8	7	13
Retrait / Rückzug	16	13	15
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/ Neuer Entscheid Vorinstanz	6	8	14
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	5	3
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	12	10	26
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) gewährt	9	12	6
Assistance judiciaire (avec avocat) retirée par le TC / URP (mit Anwältin/Anwalt) zurückgezogen			1
Assistance judiciaire refusée (avec avocat/e) / URP (mit Anwältin/Anwalt) verweigert	8	1	6
Assistance judiciaire accordée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) gewährt	2	3	4
Assistance judiciaire refusée (sans avocat/e) / URP (ohne Anwältin/Anwalt) verweigert	5	1	3
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	4	1	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	4	1
Total	176	161	198

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / Alters- und Hinterlassenenversicherung	10	14	24	20	4
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	55	104	159	89	70
Prestations complémentaires / Ergänzungsleistungen	4	18	22	7	15
Assurance-maladie / Krankenversicherung	8	14	22	17	5
Prévoyance professionnelle / Berufliche Vorsorge	11	12	23	7	16
Assurance-maternité / Mutterschaftsversicherung	0	1	1	1	0
Allocations pour perte de gain / Erwerbsersatz	3	1	4	2	2
Assurance-maladie complémentaire LCA / Zusatzkrankenversicherung VVG	9	17	26	11	15
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	1	1	1	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	1	0	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	1	1	0	1
Procédure autres / Verfahren andere	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen u. ihre Abänderung	0	7	7	5	2
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	2	2	1	1
Assistance judiciaire (principe) / URP (Grundsatz)	20	54	74	33	41
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) / Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)	1	0	1	1	0
Changement du défenseur d'office (art. 37 al. 2 CPP) / Wechsel des amtlichen Verteidigers (Art. 37 Abs. 2 StPO)	0	1	1	1	0
Total	122	248	370	198	172

1.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2023	2024	2025
le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	24	28	17
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	15	31	24
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	7	4	7
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	4	7	4
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	50	41	38
Chambre pénale / Strafkammer	41	42	40
le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	23	19	34
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	16	23	21
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	6	13	11
Cour fiscale / Steuergerichtshof	4	7	9
le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	36	19	13
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	17	15	17
Total	243	249	235

Recours traités / Erledigte Beschwerden Modes de liquidation / Erledigungsarten

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	1	0	1
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	0	1	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	5	4
Rejetés / Abweisung	13	15	10
Irrecevables / Nichteintreten	4	5	10
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0	1
Retirés / Rückzug	1	1	2
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	0	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	1	1
Rejetés / Abweisung	7	5	8
Retirés / Rückzug	0	0	1
Irrecevables / Nichteintreten	9	12	16
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	1	0	0

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2023	2024	2025
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0	0
Rejetés / Abweisung	1	2	0
Irrecevables / Nichteintreten	1	5	5
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0	1
Retirés / Rückzug	1	0	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

	2023	2024	2025
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0	0
Rejetés / Abweisung	2	0	1
Retirés / Rückzug	0	0	1
Irrecevables / Nichteintreten	4	7	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	1	0	0

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

	2023	2024	2025
Admission / Gutheissung	0	2	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	4	2
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	2	5
Rejetés / Abweisung	31	18	25
Irrecevables / Nichteintreten	10	9	8
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1	0
Retirés / Rückzug	0	2	0

Chambre pénale / Strafkammer

	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	1	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	3	0
Rejetés / Abweisung	12	13	8
Irrecevables / Nichteintreten	14	24	23
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	5	2
Retirés / Rückzug	0	2	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	1	0	0

le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	3	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	3	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0	1
Rejetés / Abweisung	8	12	13
Irrecevables / Nichteintreten	3	2	8
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	6	1	0
Retirés / Rückzug	1	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	1	1

Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	0	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	3	0
Rejetés / Abweisung	6	15	24
Irrecevables / Nichteintreten	1	0	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	1	1
Retirés / Rückzug	0	0	1
Ile Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	0	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1	0
Rejetés / Abweisung	4	7	3
Irrecevables / Nichteintreten	0	2	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	2	4
Cour fiscale / Steuergerichtshof	2023	2024	2025
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	0	2
Rejetés / Abweisung	3	2	6
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	1	2
le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	2	0	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	5	2
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	3	3
Rejetés / Abweisung	17	14	2
Irrecevables / Nichteintreten	0	6	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	4	1
Retirés / Rückzug	0	0	0
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	2023	2024	2025
Admis / Gutheissung	0	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	3	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1	1
Rejetés / Abweisung	9	10	5
Irrecevables / Nichteintreten	3	1	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	2	3
Retirés / Rückzug	0	0	0
Total	215	250	245